

**Amplifier la voix et le pouvoir des femmes: Voix unies pour le
changement : un échange dynamique sur l'avancement des
femmes, de la paix et de la sécurité à travers les frontières**



2022
RAPPORT



Table des MATIÈRES

Introduction	1
Contexte	1
Mot de bienvenue	2
Discours d'ouverture	2
Session 1: Mobiliser les institutions régionales pour faire progresser l'agenda Femmes, Paix et Sécurité : Principales opportunités et stratégies pour faire avancer l'agenda FPS	4
Session 2: Partage d'expériences de mise en œuvre de la FPS par les partenaires de JF au niveau national: réalisations, défis et leçons apprises	7
Session 3: Bien-être et santé mentale pour les praticiens du développement	10
Session 4: Cas de réussite dans la mise en œuvre de l'agenda FPS : mise en évidence des initiatives, des interventions clés et des activités	14
Session 5: Renforcement de la représentation et de la participation des femmes dans les processus de paix et de consolidation de la paix au niveau local (administration locale et chefs traditionnels)	21
Session 6: Tendances et besoins émergents pour les nouvelles questions de sécurité auxquelles le cadre FPS devrait être appliqué	24
Session 7: Partage d'expériences des partenaires qui ont participé aux activités de lobbying régional sur la FPS : apprentissages et opportunités	29
Session 8: Réflexions : leçons apprises, questions émergentes et perspectives	34
Session 9: Lobby et plaidoyer conjoint pour soutenir la mise en œuvre de l'agenda FPS : (groupes de travail)	36
Plans d'action de lobbying et de plaidoyer par pays	36
Conclusion	42



Introduction

Contexte

Un échange d'apprentissage et de réseautage pour les partenaires de Just Future sur les femmes, la paix et la sécurité s'est tenu du 8 au 11 août à l'hôtel Africana à Kampala, en Ouganda. **Le Centre International des Femmes pour la Paix** (The Peace Centre), en partenariat avec Cordaid, a réuni trente partenaires d'Afghanistan, du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Mali, du Niger et du Soudan du Sud pour partager leurs expériences dans la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) en mettant l'accent sur le lobbying et le plaidoyer.

Les objectifs de ce programme d'échange étaient de fournir des opportunités de liaison et de réseautage pour les partenaires de la société civile (OSC) de Just Future axés sur la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) et le lobbying et le plaidoyer ; de fournir un forum pour l'échange de connaissances, l'apprentissage des meilleures pratiques qui peuvent être reproduites dans leurs pays d'origine, y compris l'exposition des participants à d'autres initiatives FPS réussies, et de développer des actions concrètes pour chaque pays ou région ainsi qu'au niveau international pour l'Alliance Just Future à inclure dans la planification pour 2023.

Un groupe diversifié d'experts, de chercheurs et de praticiens dans le domaine de la paix et de la sécurité internationale a fait des présentations riches sur la localisation, le financement, le lobbying, les tendances émergentes et d'autres questions concernant la mise en œuvre de l'agenda FPS.

Les OSC qui sont en première ligne de ce travail ont partagé leurs expériences et les leçons apprises. Le bien-être et la force mentale des travailleurs de première ligne dans des environnements de travail souvent difficiles et à haut risque ont également été discutés.

L'atelier a abouti à l'élaboration par les groupes de pays de plans de lobbying et de plaidoyer basés sur les informations qu'ils avaient tirées des discussions et du partage d'expériences. Ils sont chargés de ramener ces projets dans leurs pays et de prendre des mesures concrètes qui sont réalisables à mettre en œuvre.

Ce rapport est un résumé analytique des présentations et des discussions dans les neuf sessions de l'échange et du réseautage.

Mot de bienvenue

Les allocutions de bienvenue ont été prononcées par **JJuliet Were, Directrice exécutive adjointe du Centre International pour la Paix des Femmes, et Heleen van der Beek, Directrice régionale de Cordaid pour l'Afrique de l'Est et Australe et Directrice de pays pour l'Ouganda.**

Mme Were a donné un aperçu du travail du Centre pour la paix et a souligné l'importance des partenariats stratégiques pour atteindre les objectifs du consortium Just Future. Elle a mis en évidence les défis rencontrés dans la promotion de la paix et de la sécurité aux niveaux communautaire, national et international, mais a également noté qu'il y a plus d'opportunités de collaboration et de synergies, en particulier au niveau régional, avec l'expansion de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Mme Van der Beek a exprimé sa gratitude envers l'Organisation partenaire de la société civile qui joue un rôle crucial dans la défense des préoccupations des communautés les plus fragiles et vulnérables, en particulier en amplifiant les voix des femmes et des filles qui sont souvent exclues des discussions sur la paix et la sécurité. Elle a exprimé son optimisme quant au fait que le forum faciliterait des échanges riches d'expériences et renforcerait le lien entre la planification des programmes et les réalités sur le terrain.

Discours d'ouverture

L'objectif principal du discours d'ouverture de la professeure Cheryl Hendricks, Directrice Exécutive de l'Institut pour la Justice et la Réconciliation (IJR), était un appel aux organisations de la société civile (OSC) à reconsidérer la manière dont elles mettent en œuvre l'agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS). En commençant par souligner les origines de l'agenda FPS et sa mise en place institutionnelle actuelle au niveau mondial. La professeure Hendricks a noté que les progrès réalisés dans l'intégration de l'agenda dans la structure de paix et de sécurité qui était auparavant dominée par des attitudes patriarcales. De nombreux pays sont maintenant à la troisième et quatrième génération de plans d'action nationaux. Cela soulève la question de savoir pourquoi la traduction de ces progrès est-elle si lente ? Pourquoi sommes-nous encore si loin de réaliser l'agenda FPS ?

Pour illustrer son point, la professeure Hendricks a mis en évidence plusieurs domaines où il y a encore des lacunes dans la mise en œuvre de l'agenda, tels que les objectifs non atteints pour les femmes dans les unités de maintien de la paix et les forces de police qui restent non atteints. Elle a également noté une augmentation des conflits et des violences basées sur le genre associé, ainsi qu'une montée du conservatisme, des conflits de milices, des conflits liés au changement climatique et une augmentation de la militarisation de nos sociétés.

Face à ces défis, le professeur Hendricks a déploré

l'inadéquation des systèmes de gestion des conflits existants qui semblent plutôt dépassés et a appelé à une transformation des systèmes de paix et de sécurité. L'accent devrait être mis sur la durabilité du processus de paix, en intégrant les aspects politiques, économiques et psychologiques, en abordant les traumatismes et en favorisant la guérison.

La professeure Hendricks a exhorté les délégués à examiner le statu quo et à travailler constamment pour maintenir les progrès réalisés dans l'agenda de la FPS. Dans des régions comme la République Démocratique du Congo où une paix durable n'a pas été atteinte, les acteurs de la FPS doivent déterminer quelles mesures supplémentaires doivent être prises.

Pour remédier aux limites de la mesure des progrès dans nos rapports annuels, il est nécessaire de développer des mesures plus qualitatives du travail effectué. Lors de la mise en œuvre des plans d'action nationaux, les OSC ne devraient pas attendre l'action du gouvernement, mais devraient s'attaquer de front aux défis et exiger des comptes et des financements.

Les OSC doivent avoir une plus grande sensibilisation à l'agenda de la FPS et faire comprendre à tout le monde pourquoi il est important.

"Pensez de manière créative et soyez plus innovants. Impliquez davantage de jeunes à participer à l'agenda de la FPS", a-t-elle exhorté les participants

Discussion

Le discours d'ouverture a suscité l'enthousiasme de l'audience, beaucoup hochant la tête en accord avec les points de la professeure Hendricks. Un participant de la RDC a déclaré que ceux qui ont le pouvoir sont ceux qui font la guerre. Les femmes sont intentionnellement exclues des discussions sur la sécurité parce qu'elles posent des questions difficiles à ceux qui perpétuent les conflits. Un autre participant s'est demandé pourquoi les efforts des OSC pour augmenter la représentation des groupes marginalisés n'avaient pas donné les résultats escomptés, suggérant que ces représentants n'avaient pas de pouvoir de décision. Il a été proposé que les OSC trouvent des moyens de demander des comptes aux femmes qui participent déjà aux processus politiques.

En ce qui concerne l'appel de la professeure Hendricks à des mesures d'efficacité plus pertinentes, il a été suggéré que les OSC aient une stratégie cohérente pour évaluer les progrès de l'agenda FPS dans les institutions et les pays.

Il est nécessaire de disposer de données de qualité au niveau continental. Les femmes qui participent aux missions de maintien de la paix peuvent-elles comparer leurs notes et apprendre les unes des autres ? Les pays ayant des PAN de niveau avancé peuvent-ils aider ceux qui sont encore aux premiers stades des PAN de première et deuxième génération ? La planification stratégique collective des OSC à travers différents pays confrontés à des conflits potentiels et actuels est importante.

L'appel à des solutions plus innovantes et à une réévaluation de l'approche de la FPS a été repris par ceux qui déploraient la façon dont les choses avaient été faites de la même manière pendant si longtemps et pourtant les problèmes structurels plus profonds n'avaient pas changé. Les délégués se sont exhortés les uns les autres à reconsidérer leurs approches, à penser de manière créative et à chercher une compréhension plus profonde des raisons pour lesquelles les acteurs du conflit ne changent pas leur comportement.

Plusieurs participants ont exprimé leur frustration face aux institutions gouvernementales qui manquent de connaissances et de compréhension de la résolution 1325 du CSNU, y compris les ministères qui sont chargés de conduire sa mise en œuvre nationale.

Il y a eu des appels à plus de plaidoyer et de diffusion d'informations au niveau local et communautaire. À cela, la professeure Hendricks a rappelé aux OSC leur devoir de faire comprendre l'agenda FPS à tout le monde dans la société.

Ils sont à blâmer lorsque les ministres, les départements gouvernementaux, les parlementaires n'en savent rien. Lorsqu'il s'agit de localisation, les processus de popularisation de l'agenda ne devraient pas être différents de ceux utilisés

pour mobiliser les partis politiques : (Fin colonne à gauche) utiliser la technologie, ancrer l'agenda dans les communautés. La pression doit venir des OSC et elles doivent trouver des alliés au sein du gouvernement.

Alors que certains participants ont cité des contraintes budgétaires et le manque de priorisation des actions FPS, d'autres ont suggéré que parce que les femmes ont plus d'expérience en matière de mobilisation au niveau communautaire, elles devraient être financées pour mettre en œuvre les actions au niveau local. Les OSC devraient identifier où les femmes au niveau local peuvent utiliser leurs expériences pour effectuer des changements. La position de la professeure Hendricks à ce sujet était que même si c'est le devoir de chacun de promouvoir la paix, à ce moment précis, les femmes devraient être au premier plan. Les contraintes budgétaires seront toujours là, et nos pays ont des intérêts concurrents. Il est nécessaire de trouver des moyens d'intégrer l'agenda FPS dans les budgets des départements gouvernementaux, au lieu d'avoir un processus de budgétisation séparé, et d'assurer la responsabilité des fonds.

Les conseils de clôture de la professeure Hendricks étaient d'encourager les OSC à être proactives et à utiliser leur capacité à développer des outils de S&E plus appropriés pour mesurer l'impact de leur travail. Pour que les gouvernements soient plus actifs dans la mise en œuvre de l'agenda FPS, il faudra un plaidoyer solide, un partage d'informations et une approche audacieuse. Les OSC doivent prendre la parole ! Elle a rappelé aux participants l'existence d'un certain nombre de plateformes de collaboration. Celles-ci doivent être reconstruites, renforcées, utilisées pour partager des expériences et élaborer des cadres d'action concrets. Elle a de nouveau exhorté le groupe à cesser de faire les mêmes choses encore et encore et à attendre un impact.

“ Repensez les structures avec lesquelles vous travaillez, réfléchissez à ce qui doit changer, soyez clairs sur ce que vous voulez, puis déterminez comment y parvenir. Quels sont les indicateurs de paix, à quoi ressemble la paix ? » a conclu la professeure Hendricks.

“Repensez les structures avec lesquelles vous travaillez, réfléchissez à ce qui doit changer, soyez clairs sur ce que vous voulez, puis déterminez comment y parvenir”

**Professeure
Cheryl Hendricks**

Session 1

Engager les institutions régionales dans l'avancement de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité: opportunités clés et stratégies pour faire avancer l'agenda FPS

Animée par
Juliet Were,
Directrice
exécutive adjointe
du WIPC

Cette session a réuni deux panélistes: **Canon Joyce Nima de FemWise-Afrique** et **Rabab Baldo, Conseillère principale en genre pour l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) en Afrique de l'Est.**



FemWise-Afrique est le Réseau des femmes africaines pour la prévention et la médiation des conflits. Canon Nima a décrit la genèse de FemWise et son rôle dans la mise en œuvre des engagements régionaux sur l'inclusion des femmes dans la FPS en Afrique. En tant qu'organe de l'Union africaine, le mandat de FemWise est d'institutionnaliser l'inclusion des femmes dans les processus de paix et de médiation, de renforcer les capacités des femmes médiatrices professionnelles à tous les niveaux, de rejoindre les panels et de faciliter le déploiement de médiatrices uniquement féminines dans les cas où cela est nécessaire. Il collabore avec des réseaux dans d'autres régions du monde, en particulier les réseaux Sud-Sud.

Du fait que FemWise fait partie de l'architecture et de la structure de paix de l'UA, ses chapitres ne sont pas des ONG. Cela signifie qu'ils ne peuvent pas lever des fonds, un défi qui entrave leur efficacité. Pour contourner cela, ils ont décidé de s'enregistrer en tant que forum national qui est enregistré séparément pouvant lever des ressources et travailler au rythme de la société civile. Cette approche innovante leur a permis de penser en dehors de la boîte sans enfreindre la loi. Canon Nima a mentionné les réalisations de FemWise sur la scène nationale, régionale et mondiale et les structures qu'elle a pu mettre en place. Notant qu'en Ouganda, les femmes sont à la tête de la mise en place d'une politique nationale de paix, elle a demandé aux participants à quel point ils sont familiarisés avec son travail et comment ils peuvent soutenir son institutionnalisation dans leurs pays.



Rabab Baldo a informé les participants que l'IGAD est en train de mettre en œuvre une nouvelle stratégie genre de cinq ans à partir de 2021 et travaille avec ses huit États membres pour développer des PAN pour la résolution 1325 du CSNU. Elle a souligné les opportunités pour faire avancer l'agenda FPS dans la région ; les femmes représentent presque 50 % des médiateur ; l'IGAD a une unité de soutien à la médiation chargée de renforcer les capacités des États membres. Ces efforts ont produit un impact significatif, avec la participation significative des femmes médiatrices de réserve pour résoudre les violences communautaires et les processus de médiation post-accord de paix.

Malgré ces avancées, Mme Baldo a souligné plusieurs défis, notamment l'engagement limité des femmes avec les organes politiques de l'IGAD, la solidarité régionale insuffisante entre les femmes par rapport à d'autres régions ; des degrés variables d'engagement parmi les femmes médiatrices et une implication insuffisante des parties prenantes entravant l'engagement, le suivi et la responsabilité.



Discussion

Ces présentations de panel ont suscité plusieurs questions sur la façon dont les deux organes opèrent, quel est leur impact sur le terrain et comment les OSC peuvent faire entendre leurs préoccupations au niveau régional et continental.

Les participants de la RDC se sont demandés comment leur adhésion à l'Union africaine les bénéficie lorsqu'ils ne voient pas un organe de l'UA comme FemWise les aider à faire face à la crise du viol à l'Est et à tenir les pays voisins responsables de leur rôle dans la fomentation de l'insécurité. Un des participants de la RDC a été intrigué par le concept de femmes sages, notant que dans leur pays, ils ont des groupes similaires mais ils sont généralement composés d'hommes uniquement et il n'est pas clair s'ils ont reçu une formation en médiation. Les OSC ont plaidé pour que des groupes de femmes sages soient impliqués dans la médiation des conflits intertribaux.

Les participants d'Afrique de l'Ouest ont demandé si des organisations comme FEMWISE prennent en compte les nouveaux types de conflits dans leur région et la dynamique géographique impliquée. Ils ont estimé que les organisateurs de la réunion auraient dû inclure des perspectives d'Afrique de l'Ouest où la montée de la violence extrémiste nécessite une analyse approfondie et des stratégies innovantes.

À cette préoccupation, le Centre pour la paix a clarifié qu'ils avaient invité un représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à participer à la discussion, mais il était malheureusement décédé et un remplaçant n'avait pas été nommé. Canon Nima a également clarifié que la CEDEAO avait en fait été impliquée dans la création de FemWise et qu'il y a des femmes du Mali et du Niger qui ont été formées en médiation. De même, elle a exhorté les OSC de tous les pays représentés à prendre contact avec les médiatrices formées par FemWise dont elle partagerait les contacts. Cela a été appuyé par Mme Baldo qui, en tant que membre de FemWise, a aidé à créer des chapitres de l'organe dans divers pays. Elle partagerait la base de données des femmes formées.

Il y avait une préoccupation concernant le travail avec les femmes occupant des postes de décision qui sont parfois limitées par les mandats de leur parti politique, le risque que les mécanismes de suivi mis en place par les femmes soient perçus comme des questions uniquement féminines plutôt que des préoccupations communautaires.

Dans l'intérêt du partage d'expériences, les participants

ont demandé à ce que des médiateurs de la SADC, de la CEDEAO, de l'IGAD et de la CAE soient réunis.

Certaines OSC étaient préoccupées par le fait que lorsque des événements sont organisés par l'UA, le ministère gouvernemental est chargé de nommer les participants et souvent les représentants des OSC obtiennent très peu de places dans les délégations nationales. Un autre défi était que même les missions de paix des organisations mondiales et régionales sont entravées par leurs mandats qui sapent l'efficacité des missions qui sont juste des observateurs mais ne peuvent pas agir lorsque les communautés sont confrontées à des conflits violents.

Nikki de Zwaan, experte de Cordaid en sécurité et en justice, a reconnu que ce que les acteurs régionaux ou internationaux peuvent faire est souvent limité, tandis que leurs mandats peuvent sembler incroyables, ils ont souvent de petits bureaux.

Pour contourner cela, les OSC devraient identifier les acteurs avec lesquels travailler, identifier les alliés et dénoncer ce qui n'est pas bien fait. Pour aller de l'avant, ils doivent trouver des moyens de travailler avec les acteurs de la paix et de la sécurité. Il y a en effet de nombreuses initiatives, c'est aux OSC de décider avec qui travailler car elles sont les expertes.

En conclusion, Canon Nima a conseillé aux OSC de tirer parti de l'infrastructure de FemWise pour plaider au sein des structures gouvernementales, en veillant à ce que la voix des femmes de la base soit entendue à l'UA par le biais de la représentation des OSC. Elle a partagé l'expérience des OSC ougandaises qui ont fait pression pour devenir partie du comité national de pilotage sur les armes légères et rejoindre les comités de paix d'alerte précoce des conflits. Ils ont ensuite acquis une compréhension de la façon dont le gouvernement fonctionne, des approches diplomatiques pour le lobbying et comment influencer les processus de prise de décision politique.

”

CSOs need to gain an understanding of how government works, diplomatic approaches for lobbying, and how to influence policy

Canon Joyce Nima



Session

2

Partage d'expériences de mise en œuvre de la FPS au niveau national Partenaires du JF : Réalisations, défis et leçons apprises

Animée par
Sarah Abeja,
coordinatrice de
pays de la
WIPC pour le
Soudan du Sud

La session a présenté des exposés des équipes de pays du Burundi, de la RDC, du Mali, du Niger et du Soudan du Sud qui ont été francs sur les défis de la mise en œuvre de l'agenda de la FPS, mais ont également partagé des leçons importantes et des domaines où des progrès avaient été réalisés. Ces présentations comprenaient des stratégies recommandées pour aller de l'avant et des idées pour le soutien nécessaire pour atteindre des percées.



Les réalisations variaient selon les pays. Au Mali, le genre a été intégré dans le mécanisme de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. La Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR) a reçu un nombre important de déclarations faites par des femmes. Au Soudan du Sud, même si les accords de paix n'ont pas mis fin au conflit, les femmes sont activement engagées dans les processus de paix locaux. En RDC, des efforts sont déployés pour mettre à jour le Plan de réforme de la justice nationale, qui comprend des cliniques juridiques pour l'accès des femmes à la justice. Il existe également un processus en cours pour établir un fonds d'indemnisation pour les victimes de crimes de masse et de violences sexuelles liées aux conflits, certaines provinces mettant en place des comités de pilotage provinciaux pour la résolution 1325 du CSNU.

Le problème le plus cité par les groupes de pays était le défi de la mise en œuvre des plans d'action nationaux (PAN) en raison de contraintes de ressources, d'un manque de coordination entre les parties prenantes et d'un engagement inadéquat des agences gouvernementales responsables. Par exemple, en RDC, le manque de financement gouvernemental signifie que les PAN de première et deuxième génération n'ont pas été mis en œuvre. De plus, les données ne sont pas régulièrement mises à jour et le gouvernement s'approprie celles collectées par les organisations de la société civile. Il existe un faible soutien technique et financier pour les mécanismes alternatifs de résolution des conflits et la justice transitionnelle. Les auteurs de violences sont rarement poursuivis.



Les présentations des leçons apprises par les équipes de pays ont été informées par leurs contextes et les défis auxquels ils ont été confrontés dans la mise en œuvre des initiatives FPS. Le Burundi a souligné la nécessité de s'assurer que le plaidoyer soit fait à la fois en amont et en aval, avec l'identification d'alliés et le lobbying au niveau national. Ils ont entrepris une formation et un encadrement approfondis des femmes et des jeunes leaders pour pousser à une participation inclusive. Un plan de plaidoyer national a été élaboré avec des objectifs clairement identifiés et des messages spécifiques, et cela a été suivi de l'élaboration de 41 plans de plaidoyer municipaux. Au Soudan du Sud, les OSC ont appris l'importance de s'engager avec le système de justice militaire, afin que lorsque les femmes signalent des délits sexuels, elles puissent faire pression sur les commandants de l'armée de haut rang dans la poursuite de la justice.

Discussion

Dans l'ensemble, la session a fourni des informations précieuses sur les progrès et les défis de la mise en œuvre de l'agenda FPS dans divers pays.

Les participants étaient impatients d'en savoir plus sur les idées que leurs collègues avaient trouvées pour résoudre les défis souvent insolubles auxquels ils étaient confrontés. Un participant de la RDC a noté que des leçons pouvaient être tirées de la façon dont l'équipe du Mali traitait le problème des djihadistes et de l'influence des puissances mondiales qui impactait les femmes dans les zones rurales.

Peut-être que les OSC de la RDC et du Soudan du Sud pourraient tirer des leçons pour aider leurs femmes prises dans les conflits sans fin alimentés par les luttes nationales et transnationales pour le pouvoir et l'exploitation économique.

L'équipe du Mali a été franche en disant qu'il n'y avait pas de solutions faciles pour une situation en évolution rapide et complexe. Avec la majorité de la population vivant dans les zones rurales, les femmes ont été particulièrement touchées par la perturbation de l'activité économique. Parce que ce sont les OSC qui fournissaient habituellement l'accès à la plupart des services sociaux dans les zones rurales, elles ont dû ajuster leurs approches de

programmation. Par exemple, elles envoient de l'argent mobile pour aider les

femmes à démarrer des activités génératrices de revenus là où elles se sont réinstallées. Elles intègrent les problèmes de sécurité dans leur planification de programme et trouvent des moyens de renforcer la résilience des femmes qui assument maintenant des rôles qu'elles n'avaient pas auparavant. Avec la question des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) et des réfugiés au Mali, l'attention s'est portée sur la situation au Soudan du Sud. Canon Nima, de FemWise, a indiqué qu'elle n'avait pas été surprise de voir éclater des conflits entre les communautés locales et les réfugiés à Adjumani.

Le pays avait obtenu son indépendance sans résoudre les conflits entre les communautés. Les OSC ont été exhortées à autonomiser les femmes déplacées et réfugiées à participer et à influencer les pourparlers de paix et à exercer leur influence pour arrêter les conflits tribaux.

De nombreux participants ont soulevé la question des conflits causés par les luttes pour l'argent et les ressources naturelles, alors qu'au niveau communautaire, les femmes étaient préoccupées par l'accès aux services sociaux et aux marchés.

L'approche du Burundi consistant à rassembler et à autonomiser les

femmes de la base pour discuter et faire pression sur les questions qui les affectent a été louée comme la voie à suivre.

Au Soudan du Sud, il a été noté que de nombreuses fois, les processus de paix se terminaient par des négociations pour le contrôle de l'argent et des ressources, la protection des affaires des cartels et le pillage.

Lorsque les parties tombaient en désaccord sur la façon de partager ces ressources, il y avait plus de conflits. Il est urgent que les OSC soient au premier plan pour ces questions plutôt que de réagir aux événements, en montrant aux communautés le lien entre les intérêts locaux et les intérêts nationaux.

Elles peuvent développer une cohorte de femmes médiatrices ayant des origines ethniques diverses qui interagissent les unes avec les autres pour pousser des intérêts communs.

Les OSCs ont un rôle à jouer dans la mobilisation de la communauté pour tenir les politiciens responsables en leur demandant d'abord pourquoi les efforts de paix précédents ont échoué et d'utiliser ces leçons pour atténuer les conflits futurs.

Tout comme les leaders religieux peuvent être sollicités pour confronter les parties belligérantes, les OSC peuvent également former un réseau solide pour faire pression les unes sur les autres pour s'engager dans une construction de paix durable.

”

La majorité des électeurs sont généralement des femmes et pourtant elles ne sont pas suffisamment représentées aux niveaux de décision. Seulement 8 % des chefs de village sont des femmes et pourtant c'est à ce niveau que le changement communautaire est le plus efficace.

BURUNDI

”

Trop souvent, les processus de paix se concentrent uniquement sur le partage des ressources entre les parties en conflit. Lorsque des désaccords surgissent, cela engendre de nouveaux conflits. Il est essentiel de permettre aux citoyens de relier les intérêts locaux aux enjeux nationaux.

SUDAN

”

Le partenariat entre l'État et les OSC rend les défis plus faciles à surmonter. Les OSC sont en mesure d'atteindre les zones reculées du pays. Elles peuvent également documenter les rôles importants des femmes dans la résolution des conflits locaux. Leur participation est rarement mise en évidence

MALI



Session 3

Bien-être et santé mentale pour les praticiens du développement

Animée par
Sharon Eryenyu,
l'Agent de
communication du
Centre pour la paix

La session a réuni les facilitateurs **Resolve et d'Impact Hub**, une entreprise accompagnant les organisations dans la création de cultures performantes centrées sur le bien-être. Leur équipe, composée de psychothérapeutes et de coaches, soutient la santé mentale et le bien-être au sein des organisations, permettant ainsi aux équipes d'évoluer dans un environnement épanouissant et gratifiant.



Sam Kirya, psychologue-conseiller et directeur des services de santé mentale, et Patricia A. Murumba, coach de vie et conseillère, ont centré leur présentation sur la santé mentale de ceux qui prennent soin et apportent la guérison aux autres. Beaucoup de guérisseurs sont blessés et pourtant ils doivent sortir et aider les autres à faire face à leurs propres défis. La stigmatisation de l'abus sexuel a laissé de nombreuses victimes avec un traumatisme persistant qui affecte leur santé mentale. Certaines personnes qui font du travail de santé mentale sont aux prises avec leurs propres blessures dont elles n'ont parlé à personne. De plus, certaines personnes sont prédisposées à la maladie mentale ou ont des antécédents de problèmes de santé mentale familiaux. Certaines personnes ont une meilleure résilience et des compétences d'adaptation face aux défis de la vie. De nombreuses fois, les influences culturelles et religieuses empêchent les gens de chercher de l'aide.

En relation directe avec l'audience à la réunion, les Conseillers ont noté que de nombreuses organisations envoient des personnes travailler dans des environnements qui déclenchent leur traumatisme, leur traumatisme vicariant, et il est important de s'assurer que leur santé mentale est prise en charge. Certains environnements manquent d'assainissement, de logement décent, de communication, de soins de santé et certaines relations des employés souffrent de vivre loin de leurs partenaires et d'autres systèmes de soutien.



Comment les organisations peuvent-elles améliorer la santé mentale de leurs travailleurs dans de telles circonstances ? Il est nécessaire de mettre en place des stratégies pour les aider à faire face à ces défis et au stress qu'ils provoquent. Il est courant de trouver des travailleurs intervenant auprès de communautés vulnérables présentant des signes de trouble de stress post-traumatique (TSPT) en raison de leur exposition répétée à des situations traumatisantes dans leur milieu de travail.

Les Conseillers ont encouragé les participants à rechercher un soutien en santé mentale lorsqu'ils rencontrent des difficultés. Ne pas le faire peut entraîner des problèmes de santé physique et psychologique liés au stress. En tant que professionnels de l'aide, il est essentiel d'être attentifs et empathiques, tout en acceptant ce qui échappe à notre contrôle. En étant sensibles à l'état émotionnel de nos collègues, nous pouvons mieux les soutenir et favoriser leur performance. Lorsqu'un besoin est identifié, n'hésitez pas à recommander à vos collègues de chercher de l'aide. Les gestionnaires doivent être conscients des environnements traumatiques et difficiles que leurs travailleurs traversent et créer des mécanismes de soutien pour eux.





Discussion

Les participants étaient unanimes dans leur accord avec l'équipe de conseil sur les défis de santé mentale causés par leur travail.

La discussion sur la façon dont les femmes sont tenues à des attentes irréalistes et écrasantes sur le lieu de travail, à la maison et dans les communautés, a particulièrement résonné avec de nombreuses participantes.

Elles ont partagé des expériences personnelles d'épuisement physique et mental, liées à leurs efforts pour prouver leur valeur au travail tout en assumant leurs responsabilités familiales.

Les participants ont souligné plusieurs manières dont la santé mentale et le bien-être des travailleurs des ONG et des OSC sont souvent négligés. Un participant de la RDC a mentionné que les annonces de recrutement des ONG demandaient fréquemment des candidats capables de travailler sous stress et pression. Selon lui, cette pratique pouvait être dangereuse, car certains employeurs en abusaient et poussaient les travailleurs à leurs limites.

D'autres ont ajouté qu'il était souvent difficile d'obtenir un congé, en raison d'urgences constantes, du manque de personnel, et de délais de projets très serrés. Parfois, la pression extrême provenait également de la charge émotionnelle liée à l'accompagnement de femmes dans des communautés confrontées à de grandes difficultés.

Plusieurs stratégies ont été suggérées par les participants et les Facilitateurs pour soutenir la santé mentale et (fin 1ère

colonne) quote le bien-être des travailleurs des OSCs et des ONGs.

Un participant a donné un exemple de bonne pratique : son employeur, conscient de l'impact de la santé mentale sur le soutien apporté aux communautés traumatisées, avait instauré une politique obligeant chaque membre du personnel revenant du terrain à suivre une séance de thérapie avant de rentrer chez lui. Il a été recommandé que les ONG intègrent ce type de dispositif dans leurs programmes.

Il a également été recommandé que les dirigeants instaurent des relations de confiance avec leurs équipes, afin de favoriser une prise de décision émotionnellement éclairée et d'améliorer le bien-être du personnel. Les travailleurs, de leur côté, sont encouragés à être authentiques dans l'expression de leurs émotions et à ne pas préserver les apparences au détriment de leur santé. Il s'agit de commencer au sein de sa propre sphère d'influence, afin de transformer progressivement les attitudes envers le bien-être. Même lorsque l'on accompagne les autres, il est essentiel de reconnaître sa propre humanité, d'éviter de se laisser submerger et de pratiquer l'autorégulation émotionnelle.

Certains participants ont suggéré qu'ils soient formés à des outils permettant d'appliquer des approches thérapeutiques collectives pour soutenir leurs communautés. D'autres ont plaidé pour l'intégration de pratiques de guérison justes et culturellement valorisantes.

Par exemple, au Soudan du Sud, certaines OSC ont mis en place des cercles de guérison, où des femmes activistes se

réunissent pour se soutenir mutuellement. Les communautés disposent de pratiques ancestrales de guérison ; les OSC sont invitées à envisager comment les intégrer dans leurs interventions.

Lors de la rédaction des propositions de subvention, trouvez un moyen d'intégrer la justice de guérison et d'inclure également les soins collectifs pour l'équipe ; incluez cela dans le cadre logique. Surtout lorsque des opportunités de financement non restreint existent, les organisations peuvent trouver des solutions qui ont du sens pour la communauté qu'elles servent.

La session s'est conclue avec les participants qui ont été pris en charge par un outil pour vivre une vie équilibrée, la « Roue de la vie » avec laquelle ils peuvent créer des objectifs et des actions dans différentes catégories de développement personnel.

Le Centre pour la paix a également donné aux participants une copie de leur publication sur « La guérison par les rituels : un guide pour soutenir le bien-être et l'activisme ». Élaboré à la suite de la pandémie de Covid-19, le guide se concentre sur le bien-être physique, mental, émotionnel, spirituel et relationnel ou intime, tant au niveau individuel qu'organisationnel.

” Lors de la rédaction des propositions de subvention, trouvez un moyen d'intégrer la justice de guérison et d'inclure également les soins collectifs pour l'équipe ; incluez cela dans le cadre logique.

” Gestionnaires, créez des relations de confiance avec votre personnel, cela conduira à une prise de décision émotionnellement éclairée et d'améliorer le bien-être du personnel.

” Les communautés disposent de pratiques ancestrales de guérison; les OSC devraient réfléchir à la manière de les intégrer dans leurs interventions.

” Chaque membre du personnel revenant du travail de terrain est tenu de suivre une thérapie avant de rentrer chez lui.



Session

4

Histoires de succès dans la mise en œuvre de l'agenda: mise en évidence des initiatives, des interventions clés et des activités

Animée par
Kola Togo,
de Cordaid Mali

Animée par **Kola Togo, de Cordaid Mali**, le panel était composé de **Cecilia Lazara du Réseau mondial pour les femmes bâtisseuses de paix (GNWP)**, **Claire Hawkins, spécialiste FPS à ONU Femmes, Ouganda**, **Martha Tukahirwa, experte en genre à Prospera International Network of Women's Funds**, et **Tatiana Mukanire de la Fondation Mukwege / Réseau SEMA**.



Selon **Cecilia Lazara**, la localisation est un instrument essentiel pour institutionnaliser la FPS sur le terrain, même en l'absence de PAN. Elle a informé les délégués que la stratégie de localisation du GNWP a été testée et prouvée dans 18 pays, y compris les nombreux jalons atteints en Ouganda, dont l'un est le signalement des VBG auprès de la police. La localisation a apporté les voix des femmes locales dans les espaces mondiaux, ce qui leur permet d'informer et d'influencer les politiques et d'obtenir un soutien pour leurs initiatives. Elles contribuent également à façonner les normes et les standards mondiaux. Notant l'importance des échanges pour promouvoir le partage des expériences et des leçons apprises, Mme Lazara a souligné le réseau des jeunes femmes leaders pour la paix ayant des membres dans 80 pays.

Même lorsque les femmes locales sont généralement les premières à répondre aux urgences, elles ne sont pas incluses dans la prise de décision concernant les réponses humanitaires. FPS est un instrument de promotion d'une action humanitaire féministe et localisée, ainsi que de la réponse aux crises. Mme Lazara a appelé à une synergie entre les initiatives qui se recoupent dans la réponse aux crises humanitaires, ainsi qu'à la mise en place de mécanismes mondiaux de coordination de la mise en œuvre du programme FPS, tels que le cadre de coopération entre le Comité pour l'Élimination de la Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et le bureau de l'ONU du SRSG sur la violence sexuelle dans les conflits.



La présentation de **Claire Hawkins** s'est concentrée sur les stratégies qu'ONU Femmes avait utilisées pour réussir la mise en œuvre du PAN en Ouganda. L'Ouganda a mis en œuvre son PAN depuis 2008, le deuxième pays en Afrique à le faire, cependant il a fait une pause pendant quelques années pour évaluer et planifier la voie à suivre pour une plus grande efficacité. Le troisième PAN en 2018/19 a tiré des leçons de l'évaluation, a identifié plusieurs défis, en particulier le manque d'implication des ministères clés et des parties prenantes dans la mise en œuvre. Le PAN subséquent a donc été basé sur une approche participative, avec des acteurs clés impliqués dans la rédaction et la mise en œuvre. En 2021, le troisième PAN a été lancé et a été salué comme une histoire de succès dans le monde entier, d'autres pays l'utilisant comme un modèle pour le leur.

Mme Hawkins a partagé les stratégies clés suivantes pour le succès du processus PAN en Ouganda :

1. Établissement d'un mécanisme de coordination pour le PAN : Il y avait un Secrétariat avec une équipe au ministère du Genre ; un Comité Technique National composé de ministères gouvernementaux appropriés, d'Agences comme celles de la Défense, de la Police, de la Commission électorale, des donateurs, des médias, des OSCs. Au sein du comité technique, il y a deux groupes : les OSC et le suivi et l'évaluation. Cet arrangement visait à assurer la propriété et l'engagement soutenu basé sur des mécanismes établis. Le financement du mécanisme de coordination assure sa durabilité.
2. Élaboration de plans opérationnels par les ministères, les départements et les agences : par exemple, le ministère de la Défense adopte le PAN et élabore un plan opérationnel relatif à ce secteur. Huit autres agences ont élaboré et budgétisé des plans opérationnels et certaines ont obtenu un financement de leurs budgets opérationnels. Le suivi est lié au plan national, ce qui rend les rapports fluides. Les rôles clés sont bien définis.
3. Localisation : depuis l'adoption du PAN, 12 plans d'action locaux ont été lancés dans 12 districts, ce qui est l'une des stratégies clés pour le PAN. Il y a un engagement des donateurs pour soutenir 15 autres plans d'action locaux. Les districts ont également alloué 50 % de fonds pour les plans, ce qui montre à quel point ils sont prioritaires.
4. Avoir un plan budgétisé : le PAN a un budget très détaillé de 25 millions de dollars et est clair sur les fonds à mobiliser auprès des donateurs, des partenaires locaux et du budget national. La coordination se fait par le biais du comité national de pilotage qui attribue également où les fonds non affectés sont dépensés et identifie les priorités et les lacunes en matière de financement. L'analyse du financement montre une réalisation de 70 % du financement. Cependant, la plupart d'entre eux sont affectés et ONU Femmes fait du lobbying pour obtenir plus de financement pour combler les lacunes en matière de ressources.
5. Plan de communication et de plaidoyer : Auparavant, il y avait une connaissance limitée des PAN. Il est essentiel de sensibiliser à son impact. Cette fois, une version vulgarisée du PAN a été créée par la Coalition pour l'Action sur la résolution 1325, et elle dépeint les thèmes clés en images. Cela a été utilisé comme un outil de ressource pour une diffusion nationale et régionale à grande échelle.
6. Succès dans l'identification des questions émergentes tout au long de la durée de vie du PAN : Celles-ci incluent le changement climatique, l'insécurité, l'extrémisme violent, l'afflux de réfugiés et les conflits avec les locaux, les épidémies. Le PAN a pu s'adapter rapidement à la question de la pandémie et à la façon dont elle affectait la sécurité des femmes et des filles. La capacité de faire des réponses dynamiques aux questions émergentes critiques est un aspect clé du PAN, et il comprend la disposition pour une évaluation à mi-parcours pour continuer à évaluer ces types de questions en Ouganda.

”

Le PAN a pu s'adapter rapidement à la question de la pandémie et à la façon dont elle affectait la sécurité des femmes et des filles. La capacité de faire des réponses dynamiques aux questions émergentes critiques est un aspect clé du PAN

Claire Hawkins

Martha Tukahirwa a introduit sa présentation sur les histoires de succès dans la région en affirmant que l'Afrique a été l'avant-garde pour les développements normatifs en matière de FPS. Les initiatives locales nous ont permis de franchir une nouvelle étape. Les groupes locaux sont capables de considérer la construction de la paix à travers une approche multifacette et de prendre en compte les divers facteurs qui affectent la FPS.

1.

Renforcement des réseaux locaux de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). Des réseaux de premiers répondants — médecins, infirmières, parajuristes et conseillers — sont essentiels pour combattre les VSBG au niveau local. Dans certains pays, les autorités ont refusé de reconnaître le viol comme une arme de guerre. Par ailleurs, la formation d'unités de protection de la famille a contribué à augmenter le nombre de cas signalés. La création de cliniques d'aide juridique, animées par des parajuristes connaissant la culture et le contexte locaux, permet de mettre en place des espaces sûrs pour les survivantes et les survivants.

2.

Mise en place d'initiatives collectives de paix intercommunautaires : Par exemple à Hargesia, Somaliland, les femmes vendeuses de rue ont connu beaucoup de crimes ; les collectifs de paix ont traité ces cas. Certains des collectifs ont influencé la politique au niveau régional et mondial en raison de la documentation et du partage des connaissances.

3.

L'accord de paix de Mabanga : Entre les anciens de trois communautés, Babukusu, Iteso et Sabao dans la région du mont Elgon. C'était le point culminant d'un voyage de trois ans de négociations pour résoudre un conflit qui avait duré beaucoup d'années. Cela impliquait plusieurs dialogues communautaires, des leaders religieux, des jeunes, des médias et des ONG de paix. Cependant, les femmes n'ont pas été incluses à la table des négociations, elles se sont donc organisées et ont rédigé un addendum à l'accord qui incluait les questions des femmes.

4.

Collectif de Femmes Journalistes en RDC : Celles-ci se sont réunies pour documenter les violations sous toutes leurs formes, identifier les auteurs, l'impact des violations, etc. C'est une information qui peut être utilisée par les futurs tribunaux. Elles documentent toujours les violations, même s'il y a un défi pour stocker les informations de manière sécurisée.

5.

Le sixième clan : En Somalie, il y a cinq principaux clans dominés par les hommes. Les femmes somaliennes ont créé un sixième clan qui a été responsable de nombreuses réalisations dans le mouvement des femmes, par exemple la rédaction du projet de loi sur les délits sexuels.

6.

Campagne à Abyei, Misseriya et Dinka : une union de femmes a trouvé des moyens intéressants et créatifs de plaider pour la construction de la paix dans les communautés, y compris des rassemblements en plein air qui utilisent des outils de campagne politique. L'union compte des femmes de tous les horizons et de toutes les classes. Appelée « Non à la guerre, oui à la paix », la campagne est en cours avec le soutien d'ONU Femmes à Abyei, en collaboration avec les leaders locaux.

”

It is important to document the success stories to help others learn. There is need to ensure there is wide access to the information by translating the stories

Martha Tukahirwa

Mme Tukahirwa a conclu sa présentation en appelant à des stratégies politiquement affirmées pour promouvoir l'agenda FPS et soutenir les femmes à la base afin d'élargir cet espace politique. Elle a souligné l'importance de documenter les réussites afin de favoriser l'apprentissage mutuel et de garantir l'accès à l'information, notamment par la traduction.

La présentation de **Tatiana Mukanire** avait deux aspects : elle a parlé du travail du réseau SEMA dont elle est membre fondateur, et de son travail avec la Fondation Mukwege. Le réseau SEMA a été créé en 2017 avec l'objectif de mettre fin à la violence en temps de guerre. C'est un réseau mondial de victimes et de survivantes de la violence sexuelle en temps de guerre et rassemble les survivantes de la violence sexuelle. La Fondation Mukwege connecte les survivantes dans le monde entier et soutient les réseaux nationaux de survivantes dans plusieurs pays.

Mme Mukanire est la coordinatrice nationale du réseau de survivantes en République Démocratique du Congo. Le Mouvement national des survivants de la violence de guerre compte 5 000 membres, dont certains hommes, et travaille dans sept provinces les plus touchées par la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG). Un membre est celui qui a vécu une expérience de violence sexuelle et veut rejoindre la lutte contre celle-ci. Ils ont un bureau de coordination de 25 employés et des femmes survivantes qui travaillent comme conseillères. Ils créent un espace pour que les survivantes rejoignent la lutte contre la violence et participent à la construction de la paix.



Ils forment leurs membres au plaidoyer et à la mobilisation et les équipent de compétences en communication et en médias pour qu'ils puissent articuler leurs questions de manière compétente. Ils reçoivent également une formation en sécurité car le pays est toujours aux prises avec des conflits violents. Le réseau effectue des visites familiales et des médiations dans les communautés où les survivantes ont été rejetées et stigmatisées.

Le réseau mène des actions de sensibilisation sur la violation sexuelle dans divers contextes, y compris les églises, les écoles, les groupes d'épargne villageoise, les camps miniers. Dans les communautés, ils créent des espaces pour la thérapie de groupe, où ils partagent des défis et libèrent le stress. Même si leur centre de prise en charge unique pour la VSBG n'a pas encore vu le jour, ils travaillent avec ce qu'ils ont. Être sensible aux besoins des victimes prend en compte l'endroit où les rencontrer ; dans les bureaux ou chez elles. La victime a une famille qui est également traumatisée et parfois une thérapie familiale est nécessaire. Cela peut inclure la musique et la danse thérapeutiques.



Le réseau travaille également sur les questions de justice et de réparations avec un plaidoyer au niveau international, par exemple, ils ont contribué à l'examen par les pairs de la RDC à New York et ont présenté à des forums internationaux. Au niveau national, ce plaidoyer n'est pas facile et peut être assez dangereux, mais ils ont réussi à atteindre le bureau du président, le bureau de la Première dame organisant même une conférence sur la VSBG liée au conflit.

Selon Mme Mukanire, les stratégies qu'ils utilisent incluent le plaidoyer et la présentation de pétitions, avec sept pétitions présentées directement au public, exigeant des réparations et pas seulement monétaires, mais également une aide psychologique et la justice. Ils participent à des événements publics où les victimes de viol manifestent dans les rues. Ils publient leurs histoires et prennent la parole chaque fois qu'ils peuvent trouver un public. Le réseau de survivantes participe également aux processus judiciaires et les font entendre les histoires des victimes de viol collectif comme celles en prison.

Les outils que le réseau utilise pour la sensibilisation incluent des brochures avec des demandes de justice, des livres de témoignages avec les histoires des survivantes, le film SEMA en français, anglais, lingala et swahili, un film de guérison joué par 60 survivantes et certains de leurs enfants.

Ils organisent également des émissions radio et profitent d'Internet pour participer à un réseau virtuel. Leur travail de plaidoyer comprend l'adhésion au comité pour les réparations des victimes par le gouvernement. Ils sont également actifs dans les comités de Médecins du Monde pour signaler les cas de viol et sont membres de l'Alliance stratégique contre la violence basée sur le genre. Parce qu'ils ne sont pas une ONG, le réseau s'associe à

d'autres organisations pour financer leurs activités, en s'appuyant sur leurs valeurs de crédibilité et d'intégrité pour travailler en équipe et représenter toutes les victimes de violence sexuelle.

Les principaux défis auxquels ce réseau de survivantes est confronté incluent son financement limité qui ne lui permet pas d'aider autant qu'il le voudrait. Leurs membres sont également exposés au risque de représailles de la part de ceux qu'ils ont identifiés comme des auteurs de violence sexuelle, qui sont généralement des personnes puissantes.

Leur plaidoyer peut également leur causer des problèmes dans leurs communautés.

Le stress psychologique et le

"Au niveau national, ce plaidoyer n'est pas facile assez facile, et peut être assez dangereux, mais nous avons réussi à atteindre le bureau du président, avec le bureau de la Première dame organisant même une conférence sur la VSBG liée au conflit." Tatiana Mukanire

traumatisme liés au travail avec des victimes sont également une préoccupation. C'est douloureux lorsque leurs demandes de réparations ne sont pas couronnées de succès. Au bout du compte, cependant, ils sont déterminés à poursuivre leur mission de « transformer la douleur en pouvoir »



Discussion

La présentation des panélistes a suscité une variété de réponses, certaines étaient des demandes de clarification et plus d'informations, tandis que d'autres partageaient leurs propres expériences de pays sur l'agenda FPS. Il y a eu des appels à réexaminer le statu quo comme le suggérait le discours d'ouverture, et également de l'admiration pour le courage de ceux qui travaillent au nom des victimes de guerre.

Au Mali, les survivantes de la violence sexuelle sont hébergées dans des Maisons des Femmes où elles reçoivent des conseils et un soutien holistique. Les OSCs s'associent à l'État pour couvrir les déficits de financement. Elles travaillent également avec les écoles, les églises, les mosquées, pour sensibiliser les communautés à la VSBG, et les informer de la disponibilité de conseils pour les victimes. Le soutien psychosocial comprend l'expression artistique qui s'est avérée très utile.

Les participants du Soudan du Sud ont été francs au sujet du risque que représente l'adoption de l'approche du réseau SEMA concernant les réparations et les auteurs ; cela pourrait leur coûter la vie. Ils ont toutefois décidé d'adapter cette approche pour soutenir les survivants ; actuellement, il n'existe aucune structure en place et les travailleurs des OSC se retrouvent parfois à les héberger chez eux.

Dans les cas de crimes de masse et de violences sexuelles, l'État couvre souvent ces incidents, ou il existe des fosses communes qui compliquent l'identification des victimes. Il a été suggéré que les gouvernements ne devraient pas se contenter de verser de l'argent à titre de réparations, mais aussi prendre en charge les enfants qui ont perdu des parents, ou les personnes qui ont été mutilées. Les victimes ont besoin de soutien pour

échapper aux lieux où elles ont été violées. Concernant le concept des plans d'action nationaux (PAN), une question a été soulevée : les PAN relèvent principalement de la responsabilité des gouvernements, mais ce sont souvent ces mêmes gouvernements qui sont impliqués dans la violation des droits des femmes et des droits humains en général. Dans de telles circonstances, les OSC devraient-elles collaborer avec les gouvernements pour faire avancer l'agenda FPS ?

Quelles sont les alternatives ? Le rôle des PAN ne devrait-il pas être de servir de plateforme pour rassembler les initiatives existantes, plutôt que de créer une toute nouvelle structure qui risque parfois de détourner des fonds des travaux déjà en cours sur la FPS ?

Le Soudan du Sud a partagé son expérience avec le deuxième PAN, qui a échoué en raison de nombreux défis. Le gouvernement avait initialement pris en charge sa mise en œuvre avec les OSC, mais il n'a pas réussi à le financer et a désormais transféré la responsabilité à la société civile. Les OSC adoptent une approche ascendante et sensibilisent à la PAN au niveau local.

En ce qui concerne les femmes réfugiées, une préoccupation a été soulevée : les réfugiées et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ne sont parfois pas impliquées dans les activités ou les réseaux de survivantes. La politique se concentre généralement sur celles et ceux qui sont dans le pays et non sur celles et ceux qui l'ont fui. Bien que le Centre de Paix ait toujours inclus les réfugiés dans ses activités de consolidation de la paix, il a été demandé si les PAN prévoyaient des dispositions spécifiques pour les réfugiés et les PDI, et comment soutenir leur vie quotidienne.

La réponse de Mme Mukanire était que le réseau SEMA a des membres au Soudan du Sud, mais beaucoup sont des réfugiés dans d'autres pays. Le réseau suit les questions de violence dans les camps de réfugiés, malgré les défis liés au manque de soutien de certains administrateurs de camps. Mme Hawkins a ajouté que le PAN ougandais a un résultat sur les femmes réfugiées et les OSC sont un bon point d'entrée pour s'assurer qu'elles sont intégrées dans le PAN. Les personnes handicapées ont été incluses dans la planification et font également partie de la structure de coordination.

Sur la localisation des PAN, les participants ont vu cela comme une opportunité pour les OSC locales de développer des plans avec les leaders locaux et d'évaluer leurs progrès. Mme Hawkins a expliqué que dans le cas de l'Ouganda, au début, la société civile avait été fortement impliquée dans la mise en œuvre, mais pas dans la planification. Les OSC ont fait pression sur le gouvernement et d'autres acteurs et ont fourni des preuves qui ont soutenu leur inclusion. Les OSC ont également un rôle puissant dans l'évaluation de la mise en œuvre des PAN à tous les niveaux.

Même s'il y a des contextes différents dans les pays des participants, les OSC peuvent toujours travailler avec les districts pour développer des plans d'action locaux même si elles ne sont pas impliquées au niveau national.

Le financement du PAN ougandais est coordonné par ONU Femmes et provient de la Norvège et d'autres partenaires de développement, du gouvernement ougandais et du secteur privé également. Il y a également des plans pour approcher d'autres pays africains pour obtenir un financement.



Session

5

Renforcement de la représentation et de la participation des femmes dans les processus de paix et la construction de la paix post-conflit au niveau local (administration locale et leaders traditionnels)

Chaired by
Gasper Amule,
the Just Future
representative from
South Sudan and a
member of the South
Sudan Law Society
(SSLS)

Animée par Gasper Amule, représentant de Just Future du Soudan du Sud et membre de la Société de droit du Soudan du Sud (SSLS) a animé cette session qui comptait deux panélistes d'Afrique du Sud ; Thenjiwe Tshabalala, membre fondateur de la Fondation Dorcas Page et Thokozile Nkgadima, chargée de programme à ACCORD, ainsi que Diana Oroma, chargée de projet au Centre pour la paix.

Thokozile Nkgadima a décrit le rôle d'ACCORD dans le soutien au leadership des femmes à travers l'Afrique, ajoutant que l'organisation était un acteur clé dans la mise en place de FemWise. Travailler sur la FPS a permis à ACCORD d'examiner le lien complexe entre genre et conflit. Lorsque l'Afrique du Sud a récemment été touchée par des troubles sociaux violents, entraînant des pertes en vies humaines et des dégâts économiques, cela a reflété l'inégalité et le chômage. Les populations pauvres et les plus vulnérables se sont retrouvées prises dans les luttes des puissants. Les inondations au KwaZulu-Natal ont aggravé la situation. Dans ce contexte, les femmes ont joué le rôle de premiers répondants, lançant des appels pour mettre fin au pillage et à la violence. Pour renforcer le rôle des jeunes femmes et des femmes en général dans la FPS au niveau local, ACCORD soutient les OSC en matière de mécanismes d'alerte précoce, de formation au leadership et à la responsabilité, ainsi que sur la manière de solliciter des financements et de mettre en œuvre des interventions.

La présentation de **Thenjiwe Tshabalala** s'est concentrée sur la façon dont la Fondation Dorcas Page travaille pour soutenir l'autonomisation des jeunes filles et des femmes dans les communautés locales en Afrique du Sud. En tant qu'organisation communautaire, elles ont utilisé différentes stratégies pour renforcer les capacités des femmes de la base en matière de leadership, de construction de la paix et de compréhension des questions de conflit. Sur la base de l'analyse des causes profondes du conflit, elles ont décidé de travailler sur l'état d'esprit des femmes au niveau local, de s'assurer qu'elles comprennent le rôle qu'elles doivent jouer dans leurs communautés et de faciliter leur participation au dialogue communautaire. Le travail de la Fondation comprend également l'autonomisation des femmes pour qu'elles plaident pour une meilleure prestation de services, s'engagent dans l'entrepreneuriat et améliorent la santé publique.

"Sur la base de l'analyse des causes profondes du conflit, elles ont décidé de travailler sur l'état d'esprit des femmes au niveau local, de s'assurer qu'elles comprennent le rôle qu'elles doivent jouer dans leurs communautés et de faciliter leur participation au dialogue communautaire."

Thenjiwe Tshabalala



La Fondation a des initiatives pour former les jeunes filles au leadership. Cette formation est basée sur les valeurs et le changement de comportement comme moyen de réduire les conflits communautaires. Les forums de police communautaires rapportent qu'il y a eu une amélioration du comportement chez les filles. Mme Tshabala a attribué le succès de ces initiatives à la collaboration de la Fondation avec d'autres OSC et institutions gouvernementales comme le département de la Justice, ainsi qu'au renforcement des capacités d'ACCORD pour la construction de la paix au niveau local.

La présentation de **Diana Oromo** a décrit en détail comment le WIPC a créé un cadre pour renforcer la construction de la paix en facilitant les liens du niveau communautaire, au niveau des districts et ensuite au niveau national. D'un statu quo qui excluait les femmes des structures formelles et informelles de construction de la paix, il y a maintenant une représentation des femmes à tous les niveaux. Les questions qui ne peuvent pas être traitées à un niveau sont soumises au niveau suivant

"Le Centre pour la paix équipe les femmes des communautés locales pour qu'elles participent davantage et même prennent la direction des processus de paix en les formant au leadership, à la construction de la paix et à la transformation des conflits"

diana oroma

Au niveau communautaire, le Centre de paix a établi et renforcé les réseaux de médiateurs de paix qui sont des bâtisseurs de paix de première ligne au niveau local. Ils ont établi et renforcé les comités de paix de district qui coordonnent les initiatives de paix au niveau du district. Le Centre de paix a lancé le comité de pilotage national qui coordonne les initiatives de paix dans le pays. Mme Oromo a décrit le rôle des différents comités à chaque niveau, donnant des exemples de leur travail dans la région de Karamoja qui souffre de vols de bétail, de conflits liés au climat, d'insécurité alimentaire, ainsi que des districts régionaux de l'Ouest du Nil de Yumbe et Adjumani, qui connaissent des conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil. Les résultats de ces efforts comprennent : des comités plus inclusifs des questions des femmes, et une approche moins militarisée de la construction de la paix plutôt qu'une focalisation singulière sur les questions de sécurité ; la représentation des femmes est passée de 1 % à 20 % ; il y a plus de dialogue intra-district pour résoudre les conflits entre les communautés sur les terres, les vols de bétail, les sources d'eau, les pâturages ; il y a plus de dialogue inter-district pour traiter les vols de bétail, les conflits frontaliers entre les districts ; les comités de paix de district sont plus proactifs pour résoudre les conflits entre les réfugiés et les communautés d'accueil, il y a plus de coexistence pacifique et de partage des coûts



Le Centre de paix équipe les femmes des communautés locales pour qu'elles participent davantage et même prennent la direction des processus de paix en les formant au leadership, à la construction de la paix et à la transformation des conflits. Elles sont équipées de compétences en médiation, négociation, suivi, analyse, bien-être, et sécurité et protection pour les bâtisseuses de paix.



Discussion:

La question de la représentation des femmes dans les structures formelles et informelles de construction de la paix a préoccupé certains participants, qui craignaient que les femmes ne participent que superficiellement, sans disposer de pouvoir de décision ni d'influence réelle sur les processus de paix.

Il a été souligné que les politiciens ont tendance à inviter les femmes à leurs réunions, mais qu'en réalité, rien ne change et leurs intérêts ne sont pas pris en compte. De plus, au Soudan du Sud, lorsque les femmes assistent aux réunions communautaires, on leur demande simplement d'écouter et de ne pas participer.

La réponse à cela a été que la transformation du genre constitue en effet l'objectif final, et que l'approche du Centre de Paix met l'accent sur une participation significative et non seulement sur la représentation. Cependant, étant donné le déséquilibre existant dans la représentation, il est prioritaire de remédier à cette situation. Les femmes doivent d'abord être autonomisées afin de pouvoir plaider pour leurs propres questions.

Avec les institutions informelles, qui sont généralement les premiers répondants en cas de conflit, il reste à se demander dans quelle mesure les leaders religieux et culturels, souvent profondément ancrés dans des normes de genre négatives, ont été pris en compte et engagés. C'était une question abordée sous différents angles, avec une autre s'interrogeant sur la manière dont le Centre de Paix a traité les normes culturelles qui empêchent les femmes de participer à la construction de la paix.

La réponse a été que, dans les communautés fortement patriarcales,

les femmes ont développé diverses stratégies pour exercer leur influence dans les forums communautaires. Par exemple, à Karamoja, tous les hommes ne participent pas aux rassemblements traditionnels, connus localement sous le nom d'«Akiriket»; ils doivent être ordonnés. Récemment, les épouses des hommes membres se sont jointes aux hommes exclus de l'Akiriket dans d'autres forums communautaires, où elles sont alors informées des questions des femmes. En outre, le Centre pour la Paix organise également des formations pour les leaders culturels et religieux, les invite à prendre part aux forums communautaires et leur rappelle leur mandat en cas de conflit.

Comment le genre est-il utilisé pour analyser et traiter les problématiques, en particulier celles qui perpétuent certains conflits ?

Le Centre de Paix utilise la méthodologie SASA ! Ensemble, un outil de prévention de la violence contre les femmes. SASA est un acronyme pour Start, Awareness, Support, Action.

SASA ! Ensemble comprend quatre composantes principales : une analyse du genre et du pouvoir, quatre phases de changement,

un engagement communautaire holistique, et un activisme basé sur les avantages. Les activistes sont choisis par la communauté et formés pour mettre en œuvre cette approche.

Une participante du Soudan du Sud, où le désarmement reste un défi majeur, s'est interrogée pour savoir s'il est mené par le gouvernement ou par les communautés. Il a été expliqué que, bien que ce soit l'armée nationale qui soit chargée de procéder au désarmement, les femmes jouent un rôle clé car elles savent où se trouvent les armes, qui les détient et peuvent convaincre les combattants de déposer leurs armes.

La présentation sur l'expérience sud-africaine visant à accroître la représentation des femmes au niveau local et à avoir un nombre significatif de ministres au niveau provincial a suscité des questions sur les stratégies utilisées pour y parvenir. Il a été expliqué que l'action affirmative en Afrique du Sud a ouvert ces espaces en donnant la priorité aux candidates femmes pour les postes de leadership. Les Sud-Africains ont réalisé que la plupart des changements ont été menés par les femmes, qui remportent désormais davantage de postes de direction.



Session 6

Tendances et besoins émergents pour les nouvelles questions de sécurité auxquelles le cadre FPS devrait s'appliquer

Animée par
Juliet Were,
Directrice
Exécutive
adjointe du Centre
International
des Femmes pour la
Paix

Les panélistes de cette session étaient le Dr Ashad Sentongo, Directeur des programmes africains à l'Institut Auschwitz pour la paix et la réconciliation (AIPR) et travaillant avec la Commission de l'Union africaine pour construire le Réseau africain pour la prévention du génocide et des atrocités de masse, ainsi que Karishma Rajoo, directrice générale des programmes au Centre africain pour la résolution constructive des différends (ACCORD).



Le Dr. Ashad Sentongo a commencé sa présentation en examinant le concept de sécurité. Il y a une tendance pour la plupart des acteurs à restreindre leur compréhension de la sécurité à la police, à l'armée et à leurs rôles en tant que forces déployées en cas d'insécurité. Le Dr Sentongo trouve que cette vision de la sécurité est plutôt étroite. Au lieu de cela, nous devrions comprendre la sécurité comme une condition où la satisfaction des besoins humains fondamentaux est stable et durablement prévisible. La sécurité existe lorsqu'elle est là. Tout ce qui se passe dans cette condition doit répondre aux besoins humains de logement, de nourriture, de droit à la vie, etc. Être durablement prévisible signifie qu'il y a une confiance que la stabilité actuelle sera la même pour la prochaine décennie ou les deux prochaines.

Cette approche de la sécurité permet un cadre de paix et de sécurité plus complet. Cette compréhension de la sécurité devrait être au centre des discussions sur les questions de sécurité, en particulier dans la région des Grands Lacs. En Afrique, particulièrement dans la région des Grands Lacs, les cinquante dernières années n'ont pas connu un jour sans conflit ou guerre, violence communautaire, guerre civile, etc. Cette région compte une population de 300 millions d'habitants, dont une majorité de moins de 40 ans ; 75 % de cette population a connu la violence toute sa vie. Leur perception est que ce sont ceux qui se battent et gagnent qui amélioreront leur situation, en renversant les gouvernements et en changeant les régimes. Il est nécessaire de mettre fin à ce cycle.

Cependant, mettre fin à ce cycle nécessite un changement de paradigme. Le Dr Sentongo a cité Thomas Koon qui a dit que lorsque des anomalies apparaissent dans un paradigme, il est temps de le réoutiller. Il est nécessaire de trouver de nouveaux outils pour corriger les anomalies dans le paradigme dans la région des Grands Lacs. Il a été proposé que la solution à l'échec de l'État en Afrique et au recyclage de la violence soit de dé-tribaliser les communautés ethniques et de dé-ethniciser l'État. Selon le Dr Sentongo,

il est correct de dé-ethniciser l'État, mais le problème est que la dé-tribalisation des peuples autochtones n'est pas possible.

Il ne voit aucun problème à être tribaliste ; le problème est lorsque le tribalisme ou l'ethnicité est utilisé pour refuser des opportunités aux gens. Les identités sont (fin semi colonne 1) pas le problème, sauf lorsqu'elles sont utilisées pour exclure et refuser. Le Dr Sentongo a souligné que pour être efficace, le cadre de sécurité doit être conscient de ces questions,

"Terrorism is now seen as an emerging security issue, but extremism, terrorism, and radicalisation are all outcomes of exclusion."

Dr. Ashad Sentongo

et prendre en compte la participation, l'inclusion et la représentation significative. C'est la façon de mettre fin aux

cycles de violence.

Le terrorisme est maintenant considéré comme une question de sécurité émergente mais l'extrémisme, le terrorisme et la radicalisation sont tous des résultats de l'exclusion. Il est nécessaire d'examiner le contexte de ces questions et de traiter les causes. Par exemple, le printemps arabe était lié à la violence structurelle dans le monde arabe. Certaines stratégies pour traiter l'exclusion comprennent la réimagination des programmes d'action positive ; ceux-ci devraient promouvoir la responsabilité plus que la simple participation et représentation. Souvent, les opportunités sont dominées par quelques femmes et les avantages vont à quelques-unes seulement.

De plus, bénéficier de l'action positive devrait être conditionné au fait qu'elles soient responsables de créer des avantages pour les autres. Le Dr Sentongo a soutenu que même si les questions d'intégration des perspectives de genre dans le cadre de sécurité sont valables, il est important d'examiner les fondamentaux de ce que la sécurité implique et d'où vient l'insécurité.

Karishma Rajoo a souligné que même si l'agenda FPS promeut l'inclusion et la pleine participation des femmes à la construction de la paix, aujourd'hui, il y a de nouvelles tendances et menaces à affronter, et pourtant certains des éléments de l'agenda FPS n'ont pas encore été pleinement mis en œuvre ni intégrés dans la politique.

Certaines de ces nouvelles tendances sont basées sur d'anciens moteurs de conflit ; les conflits liés aux élections, l'hégémonie politique et l'accès à la terre, à la nourriture, à l'éducation, à l'emploi.

Mme Rajoo a appelé à un renouveau de l'accent sur les initiatives dirigées et axées sur les femmes. La représentation et la participation des femmes aux



processus décisionnels doivent être prioritaires, tant pour s'attaquer aux causes profondes des conflits que pour guider les efforts de secours, de relèvement et de reconstruction post-conflit.

L'une des questions qui alimente l'insécurité est l'incapacité des économies à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale. La croissance de la population et l'urbanisation accrue ne devraient pas être des défis en Afrique, car elle dispose de terres et de ressources abondantes, mais le manque de sécurité alimentaire reste un problème.

Là où il y a la pauvreté, elle affecte les femmes davantage. D'autres tendances comprennent le trafic d'êtres humains, d'armes et de drogues. La pandémie mondiale de Covid-19 a créé une crise sanitaire et économique, et a exacerbé les crises humanitaires et de sécurité déjà existantes. L'impact de cela a été désastreux parce que les ressources gouvernementales étaient déjà surchargées. (fin 3ème semi colonne)

Une autre question est le changement climatique qui est une menace pour la paix et la sécurité internationales, en particulier dans les contextes instables ou fragiles.

Les femmes et les enfants sont généralement ceux qui en souffrent le plus et se voient contraints de fuir.

Parce qu'aucune violence directe n'est associée au changement climatique — il n'y a pas de bilan immédiat et élevé — celui-ci n'est souvent pas considéré comme une menace pour la paix et la sécurité internationales, alors qu'il constitue l'une des causes profondes de l'insécurité. L'agenda FPS peut y répondre en cherchant à présenter les questions liées au changement climatique comme une préoccupation sécuritaire : plutôt que de les traiter comme de simples catastrophes naturelles qui affectent les femmes, il s'agit de les recadrer en un risque de sécurité, immédiat ou futur.



Une autre question qui peut être incluse dans l'agenda FPS est la question de la violence en ligne. Pendant les confinements liés à la Covid-19, il y a eu une augmentation du harcèlement en ligne, de la radicalisation, des campagnes contre les minorités et de la désinformation. Il y a actuellement une participation limitée des femmes dans les groupes de travail sur la cybersécurité, et il est important d'identifier les besoins particuliers des femmes. En outre, la fracture numérique est genrée et les algorithmes peuvent être utilisés pour désavantager les femmes politiciennes.

Le terrorisme radicalisé n'est pas inclus dans les mécanismes FPS.

Le trafic d'êtres humains, de drogues et d'armes est genré, mais n'est pas toujours abordé dans les politiques FPS ou de genre. Les effets de la criminalité organisée ne sont pas inclus dans les politiques, les recherches et les PAN FPS. L'agenda FPS devrait évoluer pour inclure l'intersection de nouvelles menaces comme la croissance rapide des milices privées et des entreprises de sécurité qui se disputent l'espace et l'influence. Certaines d'entre elles exploitent la fracture de genre et les lacunes dans les instruments de sécurité nationale.

Selon Mme Rajoo, avec les puissances extérieures qui rivalisent pour

résoudre les défis africains, il n'est pas étonnant que l'on assiste à une recrudescence de coups d'État militaires. Alors que la planète fait face à une crise climatique et à une montée de la xénophobie à l'échelle mondiale, il est nécessaire d'instaurer un nouvel ordre international fondé non sur la destruction, mais sur le développement.

Radicalised terrorism is not included in WPS mechanisms. Human, drugs and arms trafficking is gendered yet not always addressed in WPS or gender policies. The effects of organized crime are not included in WPS in policy, research and NAPs. The WPS agenda should shift to include the intersection of new threats like the rapid growth of private militia and security companies which are competing for space and influence. Some of them exploit the gender divide and the gaps within the national security instruments.

According to Ms. Rajoo, with external powers competing to solve African

"Il faut un nouvel ordre mondial fondé non pas sur notre destruction, mais sur notre développement. Les femmes, dans toute leur diversité, doivent rester sur la trajectoire du développement et pousser les décideurs à élaborer des politiques qui tiennent compte de la manière dont les populations vivent aujourd'hui"

Karishma Rajoo

challenges, it is not surprising to see more military coups. As the earth grapples with a climate crisis and with the rise in xenophobia across the world, there is need for a new world order based not on our destruction but our development. Women in all their diversity must remain on the development trajectory and push decision makers to make policies that take into consideration how people live today.



Discussion



La discussion sur l'exclusion en tant que cause profonde du conflit en Afrique a suscité des opinions dissidentes. Un participant du Mali, où le terrorisme et l'extrémisme radical sont répandus, s'est demandé comment l'exclusion peut être une cause de conflit lorsque 90 % de la population partage l'identité musulmane.

Pour un autre participant du Soudan du Sud, il a pris issue avec la prémisse selon laquelle le tribalisme n'est pas le problème. Bien qu'il ait convenu que le mécontentement dans les communautés engendre l'insécurité, et que c'est une culture en Afrique de prendre le pouvoir et de profiter des avantages tout en excluant les autres, il pense que si un leader est tribaliste, sa communauté percevra le gouvernement comme le leur et non responsable des normes de

bonne gouvernance.

Plutôt, une idéologie différente peut être meilleure pour les pays africains.

Il devrait y avoir une constitution qui a été élaborée par toutes les tribus du pays.

En réponse, le Dr Sentongo a reconnu qu'au départ, il avait ressenti la même chose concernant le tribalisme, mais il a réalisé que l'identité compte et qu'elle n'est pas en soi la cause du conflit. Le conflit surgit lorsque cette identité est manipulée pour exclure ou refuser les autres. Les pays africains accordent beaucoup d'importance à la représentation ethnique, mais cela ne s'est pas traduit par la satisfaction des besoins humains fondamentaux des gens. L'argument pour les Africains de se

dé-tribaliser est discutable parce que l'identité tribale est existentielle. Ce dont l'Afrique a besoin, c'est un mécanisme pour gérer l'espace où tous les gens peuvent accéder aux opportunités et satisfaire leurs besoins fondamentaux. Lorsque le tribalisme est utilisé pour différencier les insiders et les outsiders, il devrait être résisté.

Le Dr Sentongo a partagé que les chercheurs ont essayé de détacher l'identité de sa manipulation. Il a suggéré que la conversation sur le tribalisme doit être au centre ; peut-être que la construction de la nation en Afrique devrait avoir été un exercice de gestion de l'identité. Il a confirmé sa croyance que la dé-ethnisation de l'État est possible, mais la dé-tribalisation est difficile à faire parce qu'elle est existentielle. Le Dr Sentongo a noté

que les questions que Mme Rajoo a présentées sont des résultats d'un processus ; le cadre FPS peut adapter des éléments qui dé-emphasent le tribalisme et promeuvent les intérêts communs. L'autorité, l'influence et les approches de résolution de problèmes des femmes devraient être exploitées. Des efforts devraient être faits pour intégrer tous les agendas ; les femmes doivent prendre la direction et fournir le type de leadership qui nous a manqué.

Il a fait référence à sa publication « Pourquoi ils ne se battent pas ! Expériences et réponses des jeunes en Ouganda à la discrimination, à l'injustice et à l'exclusion ? » qui demandait pourquoi, avec toutes les guerres civiles, seuls 5 % perpétuent la violence, même si les moyens de violence sont devenus de plus en plus meurtriers et ont des conséquences considérables. Comment ceux qui ne perpétuent pas la violence combattent-ils l'exclusion et l'injustice ?

Des leçons doivent être tirées des femmes, qui sont généralement les victimes de l'exclusion et de

l'injustice, pour puiser dans leur résilience, apprendre de leurs mécanismes d'adaptation et les intégrer. Même s'il n'est pas possible de voir un changement radical, cela peut être un point d'entrée utile pour la construction de la paix.

Les participants ont convenu de cette idée, notant que les femmes ont toujours été victimes de différentes injustices dans nos pays, mais elles ne participent pas au terrorisme et aux rébellions.

Ce sont les hommes qui recourent au conflit armé lorsqu'ils sont exclus des sphères sociopolitiques. Certains sont même devenus des rebelles professionnels, perpétuant la violence pendant des décennies et la recyclant dans différents groupes.

Il a été suggéré que parce qu'il semble y avoir un lien entre les entreprises multinationales (EMN) et les troubles, les femmes devraient être formées pour négocier avec ces entreprises, au lieu de simplement se rencontrer, et plaider pour que les EMN cessent d'exploiter les ressources naturelles au détriment

des communautés.

Selon un autre participant du Mali, la question du terrorisme et de l'extrémisme violent dans la région du Sahel a été identifiée comme un facteur de l'augmentation de la marginalisation des femmes. Tout travail pour faire progresser l'autonomisation des femmes a été mis de côté parce que l'accent est mis sur la lutte contre l'insécurité.

La suggestion de Mme Rajoo est que les politiques qui autonomisent les femmes devraient prendre en compte l'impact de l'extrémisme violent sur les femmes.

Les cadres inclusifs devraient traiter les causes profondes de ce type de violence, créer des stratégies pour la localisation des piliers de la construction de la paix et traiter les réalités des défis critiques du manque de financement et des ressources pour cette localisation.



Session

7

Partage d'expériences pour les partenaires qui ont participé aux activités de lobbying régional sur la FPS:

Leçons et opportunités

Animée par
Winnie Tshilobo Matanda,
conseillère en
genre, intégrité et
protection
à Cordaid en RDC

Cette session a été animée par Winnie Tshilobo Matanda, conseillère en genre, intégrité et protection à Cordaid en RDC, avec des présentations de Sandra Tumwesigye, responsable du plaidoyer et des partenariats au Centre international des Femmes pour la paix, Claudine Tsongo, fondatrice et coordinatrice de Dynamique des Femmes Juristes (DFJ) dans la province du Nord-Kivu en RDC, et Bahati Rubango, conseiller en plaidoyer pour la réforme du secteur de la justice et de la sécurité à SOS Information Juridique Multisectorielle (SOS IJM) en RDC



La présentation **Sandra Tumwesigye** a commencé par un aperçu de l'approche du Centre pour la paix en matière de lobbying et de plaidoyer, une approche basée sur la volonté de revendiquer l'espace pour les femmes pour participer à tous les niveaux des processus de paix. En tant que membre de Just Future, le travail du Centre de Paix soutient l'objectif de s'assurer que les acteurs régionaux soutiennent la mise en œuvre de l'agenda FPS représenté par les plans d'action nationaux de la résolution 1325 du CSNU au Burundi et en RDC et les éléments de genre de l'accord de paix revitalisé au Soudan du Sud.

À cette fin, Mme Tumwesigye a présenté plusieurs exemples des façons dont le Centre de Paix a facilité et participé aux activités de lobbying régional sur la FPS. La première approche consiste à engager le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, le Département des Affaires Politiques, de la Paix et de la Sécurité (PAPS).

Cela se fait en fournissant des briefings et en partageant des informations et des analyses pour soutenir l'intégration du genre des agents techniques au sein du PAPS et avec les bureaux de liaison de l'UA, ainsi qu'en partenariat avec le Programme genre, paix et sécurité de l'UA (GPSP).

La deuxième approche consiste à influencer autour de l'Assemblée des

chefs d'État et de gouvernement et la réunion de coordination semestrielle de l'UA et des communautés économiques régionales (CER). Cela comprend la participation au réseau de la campagne « Le genre est mon agenda » (GIMAC), une plateforme de génération d'entrées politiques mandatée pour soutenir le travail de la Direction des femmes, du genre, du développement et de la jeunesse de l'UA (WGYD) au niveau de l'UA et des États membres.

La troisième approche consiste à organiser des réunions de lobbying avec des acteurs régionaux dans le but de faciliter l'accès et la participation des femmes bâtisseuses de paix et des OSC pour contribuer à l'analyse, influencer les discussions, les résultats et le suivi des engagements spécifiques.

Il est également utile de maintenir les messages clés à l'ordre du jour et de renforcer les relations, ce qui se fait souvent en marge du sommet ou des réunions pré-sommet.

La quatrième approche consiste à collaborer avec les réseaux d'excellence régionaux sur la FPS pour les efforts de lobbying et de plaidoyer régionaux, y compris les efforts pour soutenir les États membres et les CER pour accélérer la mise en œuvre des engagements de la FPS.

"Le renforcement des relations se fait souvent en marge du sommet ou des réunions pré-sommet."

sandra tumwesigye



Il est prévu de s'associer à des recherches, y compris une focalisation sur les questions émergentes et non traitées de la FPS, par exemple la paix environnementale / la sécurité liée au changement climatique

La cinquième approche tourne autour du suivi, de la déclaration et de la responsabilité des politiques, où le consortium JF fournit des informations sur la mise en œuvre du PAN de la résolution 1325 du CSNU pour informer les messages clés et les recommandations au Bureau de l'envoyé spécial du président de la Commission de l'Union africaine sur les femmes, la paix et la sécurité (OSE) pour inclusion dans le rapport annuel de la FPS évaluant les États membres.

Après avoir élaboré des exemples spécifiques de résultats du lobbying et du plaidoyer régionaux, Mme Tumwesigye a conclu en exhortant les participants à utiliser l'échange régional de réseautage et d'apprentissage actuel comme une opportunité de réfléchir à la façon dont ils souhaitent collaborer et s'engager au niveau régional ; identifier les principaux acteurs régionaux et les processus qu'ils souhaitent informer ou influencer ; et penser à des moyens de s'assurer que les acteurs régionaux soutiennent la mise en œuvre de l'agenda FPS de leurs pays.

Claudine Tsongo a décrit son organisation, la DFJ, qui est basée dans le Nord-Kivu en RDC. Travaillant en partenariat avec Cordaid à travers le projet JF, la DFJ facilite la participation des femmes à la construction de la paix et à la défense de leurs droits. L'une de leurs approches consiste à travailler avec les hommes dans les communautés pour les conscientiser en faveur de la participation des femmes.

Depuis 2021, ils ont entrepris des activités pour soutenir les victimes de crimes de masse, un projet soutenu par JF qui s'est avéré très efficace. Cela comprend la documentation de ce que les victimes ont vécu, y compris la perte de vie et de propriété

Ils ont également effectué une analyse des facteurs qui conduisent au conflit dans la région du Nord-Kivu, qui comprennent des conflits latents entre différentes communautés, des tensions tribales et d'autres facteurs socioculturels.

Après avoir développé une base de données sur les crimes de masse, l'organisation est impliquée dans la coordination au niveau provincial, sous-régional, régional et national pour ouvrir des dossiers afin que les auteurs rendent compte.

Des comités dans différentes communautés mobilisent d'autres victimes et identifient d'autres lieux

où des crimes de masse ont eu lieu.

Mme Tsongo souhaite que les crimes commis aux frontières de la RDC soient également documentés et traités au niveau régional, et son organisation travaille sur cette question dans le cadre de ses projets.

Bahati Rubango a expliqué comment son organisation, SOS IJM, s'engage depuis 2010 sur les questions liées à la FPS, notamment l'accès à la justice, le plaidoyer, la défense des droits humains, avec un accent particulier sur les défenseurs des droits des femmes, ainsi que sur les mécanismes alternatifs de résolution des conflits à travers des cliniques juridiques.

Leur expérience en matière de plaidoyer et de lobbying régional repose sur la documentation d'histoires d'atrocités de masse au niveau local et provincial, puis sur leur présentation aux instances nationales, continentales et internationales.

En raison de leur travail aux côtés des défenseurs des droits humains, ils ont été sélectionnés comme observateurs d'ONG lors de la 68e session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples à Banjul en 2021, où ils ont présenté une communication.

L'organisation faisait également partie d'une ONG

qui a réuni des activistes sur les droits de l'homme qui ont présenté un rapport sur les conditions

"Learning from each other in regional forums enables CSOs to diversify their approaches to WPS in their countries."

Bahati Rubango

épouvantables auxquelles sont confrontées les femmes incarcérées, ce qui a abouti à une résolution qui a exhorté la RDC à améliorer les conditions.

La SOS IJM a soumis un rapport à



la Commission africaine qui a abouti à ce que les chefs d'État pressent la RDC de faire des engagements pour adhérer aux résolutions sur la fermeture des centres de détention et la responsabilisation de la police pour les atrocités.

En lien avec la présentation de Mme Tumwesigye, qui a expliqué comment le Centre de Paix avait facilité la participation de cinq organisations partenaires du Burundi, du Soudan du Sud et de la RDC à la 4^e rencontre stratégique de la GIMAC avec l'UA et les CER, la SOS IJM a pris part à un panel au cours duquel elle a formulé des recommandations spécifiques à l'attention des CER et de l'UA

La GIMAC est une opportunité pour les OSC de s'engager avec l'envoyé spécial de l'UA et d'autres équipes de pays. La SOS IJM a participé à l'examen périodique de la GIMAC et à l'examen par les pairs avec les ministres des Affaires étrangères.

Cependant, M. Rubanga a noté que la pandémie de Covid-19 avait interrompu les réunions d'examen périodique malgré plaidoyer mené au haut niveau

entre 2017 et 2020 et les recommandations tirées d'autres

pays en ce qui concerne la RDC, mais cela ne les a pas empêché de continuer à soumettre des rapports et à mener des activités de plaidoyer au niveau national.

En ce qui concerne les leçons apprises et les opportunités issues de ces activités de lobbying régional, M. Rubanga a souligné l'importance du partage d'expériences avec des acteurs d'ONG nationales et internationales.

Il a notamment cité l'exemple de l'adoption de l'approche ougandaise consistant à mettre en place des cliniques juridiques au sein des universités, afin de former les étudiants à la résolution de conflits dans leurs communautés d'origine et à leur participation aux processus de paix.

L'apprentissage mutuel dans les forums régionaux permet aux OSC de diversifier leurs approches de la FPS dans leurs pays.

Les engagements régionaux aident également à créer une visibilité pour les activités des programmes des OSC et à montrer leur impact. La participation à des engagements avec de grands réseaux tels que la GIMAC crée des opportunités

pour les OSC de faire remonter leurs recommandations au niveau présidentiel et les autorités seront obligées de se conformer aux résolutions continentales.

Lors de la réunion de février 2022, le rapport de la SOS IJM a été utilisé par la GIMAC pour inciter l'UA à accorder plus d'attention aux atrocités commises en RDC. La présentation dans de tels forums ouvre également des opportunités pour les partenaires d'identifier des domaines de financement des programmes des OSC. Les réunions présentent également des opportunités de s'engager avec des envoyés spéciaux et de les mettre à jour sur leur travail sur le terrain.

Par exemple, lors de la réunion de la GIMAC à Lusaka, la SOS IJM de la RDC, ainsi que des délégués de l'Ouganda, du Burundi et du Soudan du Sud, ont rencontré l'envoyé spécial de l'UA pour la FPS. M. Rubanga a appelé les OSC à plaider pour que tous les pays soient entendus dans de tels forums régionaux, car il n'est pas facile d'obtenir l'occasion de présenter leurs problèmes. Il est également important de mettre à jour les autres équipes de pays de la région sur ce qu'ils font.

Discussion

Il a été souligné que l'une des approches de l'Alliance Just Future consiste à mener un plaidoyer fondé sur des preuves. Étant donné que les partenaires sont encouragés à faire les choses autrement, les organisations de la RDC ont-elles envisagé de réaliser une évaluation dans le domaine des crimes de masse contre les femmes? Existe-t-il un rapport indépendant, en plus de ceux produits par les organisations internationales et les Nations unies? Les OSC de la RDC disposent-elles de rapports alternatifs?

Si ce type d'analyse a été mené, quels défis ont été identifiés en matière d'accès à la justice, afin d'orienter le plaidoyer dans ce domaine?

Les panélistes ont également été interrogés sur l'existence d'opportunités, au niveau national ou régional, que les autres équipes pays pourraient reproduire en matière de réparations pour les injustices faites aux femmes.

En réponse, M. Rubango a indiqué que Just Future a aidé la SOS IJM à développer des approches permettant d'atteindre les victimes de crimes de masse.

Ils ont facilité la création d'associations de victimes afin de garantir que les réparations soient versées aux véritables bénéficiaires. Il a indiqué qu'une étude avait été menée par des consultants indépendants, permettant d'identifier les victimes, de les former et de renforcer leurs capacités en matière de plaidoyer.

En décembre, les victimes de crimes de masse ont eu l'occasion de témoigner lors d'une audience publique à Bukavu, à laquelle ont



assisté des députés, des ministres, des représentants de l'armée, ainsi que des artistes et des musiciens.

Un fonds est actuellement en cours de création pour soutenir les victimes.

M. Rubango a toutefois reconnu que l'accès à la justice demeure confronté à de nombreux défis, car certains crimes de masse ont été commis par des acteurs extérieurs à la RDC, et le pays ne pourra sans doute pas y répondre seul.

De plus, certains auteurs sont membres du gouvernement ou de l'armée, ce qui peut entraver les processus judiciaires.

Il est également espéré que la Fondation Mukwege pourra soulever ces questions auprès du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, lors de sa visite à Kinshasa dans le cadre de sa tournée dans trois pays africains.

Une préoccupation a été exprimée concernant la multiplicité des institutions auprès desquelles les organisations nationales doivent rendre compte. Cette situation peut désorienter les OSC, car les différents organismes adoptent l'agenda FPS selon des approches parfois divergentes.

La représentante du Centre de Paix, Mme Tumwesigye, a souligné que

les OSC du Soudan du Sud s'étaient réunies pour générer un rapport sur l'agenda de la FPS et le présenter à toutes les organisations régionales et mondiales.

Un accord a été conclu sur ce qui sera suivi au niveau mondial et ce qu'il faut améliorer pour le prochain cycle de déclaration.

Il a été suggéré que Just Future et le Centre de Paix établissent une hiérarchie des organisations auxquelles les OSC doivent faire rapport.

Par exemple, identifier dans la sous-région qui, parmi la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), l'Union Africaine (UA), sont les partenaires les plus stratégiques, afin que les partenariats ne soient pas créés uniquement en raison du financement.

Un participant du Burundi a souligné que, bien que l'UA soit proche des chefs d'État, elle demeure éloignée des populations. Il a conseillé aux collègues de la RDC de privilégier la CAE, plus accessible, où des activités de plaidoyer auraient davantage de chances d'aboutir. En tant que nouveaux membres de la CAE, ils peuvent se rendre en Ouganda, au

Kenya et au Soudan sans visa.

Cependant, les participants de la RDC ont fait valoir qu'ils ont besoin de soutien pour accéder aux organes de la CAE, d'autant que les défis liés aux conflits transfrontaliers limitent leur liberté de mouvement. L'alliance Just Future devrait jouer un rôle dans la facilitation de ce type de plaidoyer régional.

En réponse, Mme Tumwesigye a rappelé qu'il appartient aux OSC de combler le fossé entre l'UA et les citoyens, et de reproduire les initiatives réussies ayant permis à la CAE d'avoir un impact réel sur ses États membres.

L'un des participants a appelé les OSC à investir dans des structures communautaires qui soutiennent le leadership des femmes et des jeunes, car la dépendance au financement extérieur n'est pas durable. Des efforts devraient aussi être consentis pour renforcer le réseautage entre OSC. M. Rubango a abondé dans ce sens, en soulignant la nécessité d'impliquer les jeunes dans l'engagement auprès des mécanismes régionaux.

Nikki de Zwaan, de Cordaid, a rappelé aux participants que Just Future est avant tout un programme de lobbying. En plus des partenaires nationaux, il comprend également des partenaires internationaux, notamment dans la recherche. Par exemple, un partenariat à venir avec Impunity Watch permettra de collecter des données sur les violations graves des droits humains, afin de les utiliser pour le plaidoyer.

La suggestion de l'équipe du Burundi à l'intention des collègues de la RDC se rapprocher de la CAE est pertinente et devrait donner lieu à des actions concrètes. De même, l'e

Centre pour la paix a accompli un travail important avec le Réseau ouest-africain pour la construction de la paix (WANEP), ouvrant des opportunités de collaboration pour le Mali et le Niger, non seulement avec la CEDEAO, mais aussi avec la campagne GIMAC.

Enfin, Fidel Andera, un participant de la RDC, est intervenu sur la question de la justice pour les victimes. Il a souligné qu'en RDC, l'impunité des auteurs de crimes de masse est également liée à l'effondrement des institutions.

Les juges travaillent pendant des mois sans salaire et se retrouvent parfois sous l'autorité des militaires eux-mêmes responsables de ces crimes. La protection judiciaire institutionnelle reste difficile : qui aurait le courage d'enquêter dans des zones contrôlées par des rebelles ? La protection des témoins et des victimes fait également défaut.

Fidel a souligné que le Soudan du Sud et le Mali pourraient rencontrer des problèmes similaires pour la préservation des preuves. En RDC, après trente ans d'atrocités, il est particulièrement difficile d'obtenir des preuves de meurtres, notamment dans les zones où se trouvent des fosses communes désormais sous le contrôle des auteurs. L'Afrique a vu de nombreuses victimes de conflit rester non documentées. A Ruchuru, par exemple, huit bâtiments publics ont été construits sur des fosses communes.

Avec le soutien de Just Future, les OSC ont commencé à identifier l'emplacement de ces fosses. Même si les bâtiments ne sont pas détruits, cette information sera connue du public. Fidel a également salué le courage de Mme Mukanire, de la Fondation Mukwege, qui, malgré les risques, a accompagné les femmes ayant choisi de témoigner contre des auteurs puissants.

Il s'est interrogé sur la situation au Mali : sait-on combien de personnes ont été kidnappées par les jihadistes ? L'Ouganda dispose-t-il d'un inventaire des enfants soldats de Kony ? Ces données sont essentielles comme outils de plaidoyer, et les gouvernements devraient tenir un inventaire des victimes. Enfin, il est espéré que Just Future facilitera le plaidoyer en vue de la création d'une Cour Pénale Internationale en RDC par le Conseil de sécurité.



Session 8

Réflexions:

Leçons apprises, questions émergentes et voie à suivre

Animée par
Sandra Tumwesigye,
responsable du
plaidoyer et des
partenariats au
Centre international
des femmes pour la
paix

Sandra Tumwesigye, responsable du plaidoyer et des partenariats au Centre international des femmes pour la paix a animé cette session et a conduit les participants à un exercice d'identification des leçons qu'ils avaient apprises du partage d'expériences, de quel pays ils avaient tiré les leçons et à réfléchir à des moyens de les appliquer à leur travail de lobbying et de plaidoyer pour faire avancer l'agenda de la FPS. L'application pourrait inclure la collecte d'informations supplémentaires sur la stratégie ou la question.

Équipe pays	Stratégie / Defis appris	À partir de quel pays / partenaire	Comment appliquer cet apprentissage à votre travail
Burundi	Travailler avec les mécanismes régionaux qui ont des bureaux au Burundi	Soudan du Sud	
	Au-delà de la représentation des femmes et des chiffres, se concentrer sur la transformation de genre	Prof. Cheryl Hendricks, IJR	Organiser des activités pour travailler avec les femmes occupant des postes de décision et les aider à être redevables
	Avoir différents niveaux d'influence	Sandra Tumwesigye, The Peace Centre	Organiser un atelier régional, rechercher des opportunités pour organiser des engagements parallèles lorsqu'il y a des engagements régionaux
DRC	Localisation, niveau provincial et de district, groupes de développement communautaire	Claire Hawkins, ONU Femmes	Mettre en œuvre au moins un pilier de la R1325 au niveau communautaire ; prévoir un budget pour cela au niveau local
	Localisation of NAP	Différentes présentations de la RDC	
	Mobiliser les victimes de crimes de masse	RDC, Mali et Niger	
Mali et Niger	Financement pour la 3 ^e génération du PAN	ONU Femmes	
	Défis liés à la recherche (preuves) relatifs à la paix et la sécurité pour éclairer le plaidoyer	Dynamique des Femmes Juristes (DFJ), Claire Hawkins, ONU Femmes	Renforcer la collecte de données et la production de supports de plaidoyer
	Vulgarisation du PAN dans les langues locales	Prof. Cheryl Hendricks, IJR	Intégrer cette dimension dans les PAN
	Localisation de l'Agenda FFP	Cecilia, GNWP	Planifier la localisation avec les unités de coordination technique
	Mécanisme de suivi et de coordination du PAN	Claire Hawkins, ONU Femmes	Soutenir l'opérationnalisation des mécanismes mis en place
	Bien-être et santé pour les professionnels du développement	Resolve and Impact Hub	Intégration dans les programmes

Équipe pays	Stratégie / Defis appris	À partir de quel pays / partenaire	Comment appliquer cet apprentissage à votre travail
	Approche FemWise	Canon Joyce Nima, FemWise	Contact avec les femmes dans nos pays
	Plaidoyer auprès des institutions régionales	Sandra Tumwesigye, The Peace Centre	À travers les coalitions régionales et les synergies
	Documentation (base de données) des victimes / preuves pour les victimes en vue de possibilités de réparation	RDC (Fidèle)	Mise en place d'un groupe de travail
	Réseau pour les victimes de VBG	Tatiana Mukanire, Fondation Mukwege	Faciliter la mise en relation des acteurs de l'ECP pour promouvoir le réseautage entre survivantes. Renforcer les échanges avec SEMA/ RDC
	Accent sur FPS dans la programmation 2023		
	Prise en compte des nouveaux conflits émergents au Sahel		
South Sudan	Suivi régulier des événements clés influents au niveau régional	Bahati Rubanga, RDC	
	Renforcement de la participation et de l'inclusion des femmes dans la paix et la sécurité au niveau local	RDC et Afrique du Sud	
	Mettre en place un chapitre FemWise	Canon Joyce Nima, FemWise	

Nikki de Zwaan, experte de Cordaid en matière de sécurité et de justice, a donné aux équipes des retours sur leurs présentations. Elle a souligné avec intérêt que tous les groupes réfléchissaient à différentes stratégies pour travailler avec les femmes au niveau local et qu'ils avaient beaucoup appris de leurs collègues sur le - comment ? - mettre ces stratégies en œuvre.

Les groupes ont également identifié des opportunités de collaboration avec d'autres partenaires et des plateformes multipartites, et ont montré un intérêt pour l'utilisation des mécanismes régionaux afin de travailler avec des acteurs au niveau régional.

Elle a recommandé que les équipes élaborent des plans d'action très concrets pour travailler avec les mécanismes régionaux (fin 1ère

colonne) et précisent avec qui elles vont s'associer et sur quelle question spécifique.

Elle a rappelé aux participants qu'un PAN est un instrument et non un objectif, et elle a aimé l'approche que certains groupes avaient adoptée en prenant un aspect de l'agenda de la FPS et en l'intégrant dans le processus de planification local.

Elle a en outre conseillé à l'équipe du Mali que, puisqu'ils ont des comités de développement local, ils peuvent envisager d'intégrer un ou deux éléments dans le processus de planification existant plutôt que d'avoir un plan d'action local séparé.

Mme de Zwaan a rappelé aux équipes que, puisque leurs pays ont déjà élaboré une stratégie de lobbying, elles peuvent soit suivre ce qui était déjà prévu (fin de la 2 colonne), soit

l'améliorer. Elles devraient réfléchir à ce qui est pertinent dans leur contexte local, par exemple en tenant compte du financement du PAN, afin de s'assurer que les ressources ne restent pas uniquement théoriques, mais qu'elles soient réellement mobilisées dans leur pays.

Lors de la prochaine phase de planification, elles ont été invitées à être plus concrètes et à identifier des actions spécifiques issues du plan.

Cette session a servi de base à la dernière session de l'échange de réseautage, au cours de laquelle les équipes pays ont élaboré des plans de lobbying et de plaidoyer, en s'appuyant sur les leçons tirées de l'atelier ainsi que sur toutes les autres idées développées par les équipes.

Session 9

Lobbying et plaidoyer conjoints pour soutenir la mise en œuvre de l'agenda FPS: (Groupes de travail)

Session
animée par
Nikki de Zwaan,
l'experte en sécurité
et justice à Cordaid
et au Centre pour la
paix

Animée par la présidente de session **Nikki de Zwaan** l'experte en sécurité et justice à Cordaid, les participants ont élaboré des plans de lobbying et de plaidoyer spécifiques à chaque pays, identifiant des actions spécifiques, comment ils les mettraient en œuvre, quels acteurs seraient responsables de la mise en œuvre et avec qui ils devraient s'associer.

Plans d'Action Nationaux de Plaidoyer et Lobbying

ACTIONS	COMMENT : STRATÉGIES	NIVEAU ET ACTEURS	AVEC QUI : PARTENAIRES
MALI			
Plaider pour l'inclusion d'au moins 30 % de femmes dans les organes de promotion de la réconciliation (Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale et ses équipes régionales ; comités locaux de réconciliation ; comités communaux de justice, vérité et réconciliation), avec l'appui des partenaires internationaux et des leaders locaux.	Table ronde	National, regional	- Plates-formes de femmes leaders - Organisations faitières de femmes - Organisations - Partenaires Techniques et Financiers (PTF) - Médias
Plaidoyer pour l'inclusion de l'Agenda FFP (Femmes, Paix et Sécurité) dans les processus d'élaboration et de mise à jour des plans de développement au niveau local	Réunion de plaidoyer	Local	- Organisations locales de femmes et de jeunes- Leaders locaux - Médias
Travailler sur la mise en œuvre de FemWise au Mali	Identifier les personnes de contact, séance de réflexion	National	Plates-formes de femmes leaders- Organisations faitières de femmes

ACTIONS	COMMENT : STRATÉGIES	NIVEAU ET ACTEURS	AVEC QUI : PARTENAIRES
BURUNDI			
Intégration de l'agenda FFP (Femmes, Paix et Sécurité) dans la planification communautaire	- Organisation d'une conférence stratégique interprovinciale et de 7 conférences provinciales (dans 7 provinces pilotes) - Rassembler les principaux acteurs de la planification	Local: les députés élus de ces 7 provinces, les hautes autorités provinciales, les femmes et jeunes leaders provinciaux, les leaders religieux, les champions du genre, les responsables de la planification au niveau provincial, les dirigeants de partis politiques au niveau provincial, etc	- Cordaid - The Peace Centre - Ministère du Genre - Ministère de l'Intérieur
Partage d'expériences sur la transformation de genre	- Identifier les femmes élues à différents niveaux (députées, sénatrices, femmes élues au niveau des communes et des collines) - Impliquer les femmes leaders de la société civile, du secteur privé et les hommes champions du genre - Impliquer les femmes issues des ligues des partis politiques	Niveau régional : Le Secrétariat de l'EAC, la CIRGL, ONU Femmes, le Bureau de l'Envoyé spécial/Secrétaire général de l'ONU, le Bureau régional de Cordaid, le Forum régional des femmes, etc.	- Cordaid - The Peace Centre - UN-Women
Intégration de l'agenda FPS (Femmes, Paix et Sécurité) dans la politique de genre de l'EAC	Organiser une conférence régionale sur les opportunités, les défis et les stratégies pour l'intégration transversale de l'agenda FPS dans la politique de genre de l'EAC.	Niveau régional : Le Secrétariat de l'EAC, la CIRGL, ONU Femmes, le Bureau de l'Envoyé spécial/Secrétaire général de l'ONU, le Bureau régional de Cordaid, le Forum régional des femmes, etc.	Responsables / Parties prenantes : -The Peace Centre -Cordaid -Les partenaires JF dans l'EAC ----- -----
NIGER			
Soutien à l'opérationnalisation de la coordination régionale du Secrétariat permanent du PAN 2 de l'agenda FPS dans les 8 régions du Niger	Établir un cadre permanent de travail avec les parties prenantes de l'agenda FPS au Niger.	Niveau national et régional : Unité de coordination du PAN, Observatoire national pour la promotion du genre et Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	- ONU Femmes - Alliance Just Future - OXFAM Counterpart RDC - CARE International - PLAN - Save the Children

ACTIONS	COMMENT : STRATÉGIES	NIVEAU ET ACTEURS	AVEC QUI : PARTENAIRES
Soutien à l'intégration des Secrétariats permanents de coordination du PAN 2 de l'agenda FPS dans les Conseils de sécurité, du niveau national aux niveaux régional et départemental	- Évaluation du niveau de représentation des femmes dans les différents conseils ; - Institutionnalisation d'un quota de femmes dans les différents conseils.	Niveaux : Départements et communes Institutions concernées : Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère de la Défense, États-majors des FDS.	-ONU Femmes -Alliance Just Future -OXFAM -Counterpart DRC -CARE International -PLAN -Save the Children -OSC nationales et locales, etc.
Soutien à la mise en œuvre d'un quota de 15 % de femmes dans les différents comités de paix mis en place par les institutions étatiques (HACP et MI) et par les partenaires	- Évaluation du niveau de représentation des femmes dans les différents comités de paix ; - Institutionnalisation d'un quota de femmes dans les différents comités de paix.	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, Ministère de la Défense, États-majors des FDS.	- Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP), - Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, - Ministère de la Défense, - États-majors des FDS.

SOUTH SUDAN

Assurer un suivi régulier des principaux événements d'influence au niveau régional	- Effectuer un suivi régulier du calendrier de l'UA en surveillant le site web de l'Union africaine et en collaborant avec la Direction des femmes et de la jeunesse de l'UA afin d'obtenir les informations sur les événements à venir. - Développer des messages de plaidoyer en organisant des ateliers dans le pays (Soudan du Sud) pour mettre à jour les informations contextuelles et élaborer des messages de plaidoyer spécifiques à chaque événement, visant à traiter les problèmes affectant les femmes tels que la faible représentation et participation aux questions de paix et de sécurité, les violences sexuelles liées aux conflits, etc. - Organiser des réunions régulières en ligne avec WIPC, ACCORD et FEMWISE pour transmettre les messages de plaidoyer. - Organiser des réunions de lobbying en marge de ces événements clés, à la fois en présentiel et en ligne.
Renforcer la participation et la représentation des femmes dans les mécanismes locaux de paix et de sécurité	- S'inspirer davantage des collègues d'Afrique du Sud et du Congo sur les détails des stratégies. - Mener une analyse contextuelle et une évaluation des besoins pour identifier les lacunes en matière de capacités. - Mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités adaptées aux besoins identifiés. - Intégrer le suivi, l'évaluation et l'apprentissage afin de tirer des leçons et d'améliorer les interventions
Promouvoir la participation des femmes aux élections	- Organiser des sessions d'examen juridique avec des femmes juristes pour analyser les lois électorales et formuler des recommandations garantissant que ces lois soient équitables et permettent aux femmes de participer aux élections. - Mener des actions de plaidoyer et de lobbying pour l'amendement des lois électorales. - Sensibiliser à la participation des femmes aux élections. - Former les femmes au niveau local sur la participation aux élections. - Faciliter des forums de dialogue entre femmes et parties prenantes sur les questions électorales. - Former les parlementaires femmes aux niveaux national et étatique.

ACTIONS	COMMENT : STRATÉGIES	NIVEAU ET ACTEURS	AVEC QUI : PARTENAIRES
Establish FemWise chapter to promote women participation and representation in peace and security	▪ Liaise with AU representative in South Sudan ▪ Create awareness on the importance of FemWise chapter ▪ Organize meeting in September 2022 to discuss the formation of the FemWise South Sudan Chapter ▪ Conduct lobby meetings with AU in October to expedite the establishment of the FemWise chapter South Sudan.		

DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO

Elections

Advocacy with political parties for the alignment of women on the electoral list on the basis of the new electoral law	▪ Identify political parties and women in the various political parties ▪ Commitment of political party leaders ▪ Follow-up on the commitments of the leaders of the political parties and groups	Provincial and national: ▪ Kinshasa ▪ North Kivu ▪ Ituri ▪ South Kivu	▪ Leaders of political parties and groups ▪ National organizations, partners in the Just Future program ▪ Cordaid ▪ WIPC ▪ Women's movements
Join and support existing women's alliances for elections capacity building and synergistic actions of women candidates and potential candidates for elections	Identify existing alliances and harmonise with them on supporting women	Provincial and national: ▪ Kinshasa ▪ North Kivu ▪ Ituri ▪ South Kivu	▪ Cordaid ▪ WIPC ▪ National JF partner organizations

Just Future Trajectory: Justice

Establish Just Future commissions and other stakeholders to compile a directory of victims and their communities that will be validated at national level	▪ Stakeholder identification workshop and key actions documented ▪ Data collection (listings) at local level ▪ Put in place local committees to collect data ▪ Compile data and clean it up ▪ Validation of data	Provincial and national: ▪ Kinshasa ▪ North Kivu ▪ Ituri ▪ South Kivu	▪ DFJ ▪ SOS IJM ▪ Survivors' Movement ▪ Cordaid ▪ The Peace Centre ▪ Impunity Watch Etc
Advocacy with the ministries of human rights and the presidency (lead in consultations to identify victims of mass crimes) so that the real victims are part of these different consultations (especially women)	Set up a committee with a workbook and all the evidence	Kinshasa Province	▪ United Nations Joint Office for Human Rights (BCNDH) ▪ Ministry of Human Rights ▪ Presidency

ACTIONS	COMMENT : STRATÉGIES	NIVEAU ET ACTEURS	AVEC QUI : PARTENAIRES
Advocacy with the Ministry of Human Rights for the establishment of the Truth and Reconciliation Commission; to be headed by a majority of women (at least 75%)	Approach the Ministry of Human Rights	Kinshasa Province	▪ BCNDH ▪ Ministry of Human Rights ▪ Presidency ▪ Caucus of Deputies
Just Future Trajectory: Security			
Advocacy for security sector reform with a WPS dimension	▪ Organise a strategic meeting with sectoral defence and security ministries on UNSCR 1325 and inclusion in the Action plan ▪ Follow-up on the action plan	Kinshasa Province	▪ Ministry of Gender ▪ Ministry of Human Rights ▪ Ministry of the Interior ▪ Ministry of Social Affairs and Other Vulnerable Persons ▪ Ministry of Defence and Security ▪ UN-WOMEN
Put in place mechanisms for monitoring the commitments made by the government	Set up a monitoring committee with civil society organizations	Provincial and national: ▪ Kinshasa ▪ North Kivu ▪ Ituri ▪ South Kivu	▪ CSOs, Just Future partners ▪ Cordaid ▪ The Peace Centre
Just Future Trajectory: Peace			
Renforcer le travail en groupe des plans sectoriels au niveau provincial	▪ Identifier les plans d'action sectoriels dans les 4 provinces où les programmes Just Future sont mis en œuvre. ▪ Organiser des réunions sectorielles dans les provinces. ▪ Appuyer ces plans d'action sectoriels sur la base des priorités identifiées.	Provincial et national: ▪ Kinshasa ▪ North Kivu ▪ Ituri ▪ South Kivu ▪	▪ -Ministère du Genre ▪ -Divisions provinciales du Genre ▪ -Conseils locaux FPS – au niveau des territoires
Regional Advocacy Strategic Alliance			
Travailler sur une stratégie pour renforcer la coordination autour de la mise en œuvre de la RCSNU 1325 : FemWise	Identifier les femmes membres de ce réseau en RDC.	Kinshasa et regional	▪ Centre de Paix ▪ Cordaid ▪ FemWise ▪ ONU FEMMES
Soutenir la participation des femmes et intégrer le plaidoyer FPS dans les prochaines négociations de paix	▪ Se tenir informé des prochaines négociations de paix. ▪ Proposer des recommandations que les femmes devront porter lors des négociations de paix.	Regional	▪ Le Centre de Paix ▪ Cordaid ▪ ONU FEMMES ▪ Etc.

Discussion

La présidente de séance a donné un retour sur chacun des plans. Félicitant l'équipe du Mali, elle a souligné que ce qu'ils avaient élaboré constituait un bon point de départ pour leur prochain atelier de planification. Pour le Burundi, Mme de Zwaan a apprécié leur focus sur la localisation, ainsi que la clarté de leur plan de mise en œuvre et la manière dont les activités passeraient du niveau local au niveau régional, puis au niveau national.

Mme Nikki de Zwaan a rappelé aux équipes qu'elles disposent chacune d'une théorie du changement pour leur pays. Elles devraient analyser le processus de planification communautaire, le calendrier et identifier à quel moment elles peuvent influencer ce processus. Il leur a également été conseillé de réfléchir aux éléments de l'agenda FPS qu'elles souhaitent inclure dans leurs plans ; il n'est pas nécessaire d'intégrer tous les aspects de l'agenda FPS. Le nombre d'acteurs listés par l'équipe du Burundi était élevé : elles ont été invitées à établir des priorités. L'équipe a toutefois précisé que, lors de leur atelier de planification, de nombreux acteurs de différentes provinces seraient présents et que ce forum servirait à prioriser et sélectionner ceux pertinents pour chaque province.

En ce qui concerne le plan d'action pour le Niger, l'équipe a noté qu'elle aurait besoin d'alliés, car Just Future ne peut pas intervenir dans les huit régions : ils ne travaillent que dans trois et devront donc s'appuyer sur des partenaires. Mme de Zwaan a souligné que leur troisième activité était assez spécifique et a reconnu leur portée géographique. Cependant, pour cette troisième activité, l'équipe doit encore réfléchir à sa faisabilité à tous les niveaux et peut-être prioriser la première. Elle a également demandé pourquoi ils souhaitent mettre en place un mécanisme de coordination régional. En leur rappelant la discussion issue du discours liminaire du premier jour, elle a noté qu'il existe déjà trop de structures ; lors de leur réunion de planification, l'équipe du Niger devrait identifier précisément les objectifs que ce mécanisme doit atteindre.

Pour l'équipe du Soudan du Sud, Mme de Zwaan a conseillé que, lors de leur planification nationale, elles identifient clairement ce qu'elles souhaitent que l'IGAD ou l'UA fassent. Elles doivent préciser le changement qu'elles veulent voir et ce qu'elles attendent des différentes parties prenantes. Pour le deuxième point d'action, il a été suggéré de prendre en compte le calendrier électoral et de formuler un objectif global relatif aux élections, en identifiant le résultat attendu. Cet objectif doit être spécifique et concret.

Pour le troisième point d'action, concernant la mise en place d'une structure régionale, il leur a été demandé de définir ce qu'elles veulent que FemWise fasse une fois sur place : médiation des conflits au niveau local ? Faire intervenir des femmes influentes d'Afrique pour dialoguer avec les dirigeants ? Former d'autres femmes à la médiation ?

L'équipe de la RDC a été conseillée d'inclure dans sa planification des dispositions pour des interprètes en langue des signes afin de prendre en compte les personnes malentendantes.

Il a également été suggéré que certaines activités pourraient être intégrées dans les résultats un et deux. Les trois points sont interconnectés et il est utile d'en tenir compte. Bien que Mme de Zwaan ait apprécié leur plan d'action, elle a exprimé sa préoccupation quant à la charge de travail que cela représenterait pour le programme seul. Elle a conseillé à l'équipe de sélectionner une action prioritaire.

Elle a également recommandé au groupe de participants dans son ensemble de continuer à discuter des enseignements que les différents pays peuvent tirer les uns des autres en matière de préparation aux élections



Conclusion

Alors que cette section du programme touchait à sa fin (photo à droite), **Nikki de Zwaan**, experte de Cordaid en sécurité et justice, a exprimé son souhait de voir se développer davantage d'échanges et d'apprentissage entre les participants après ce forum. Elle a ensuite animé une discussion sur les actions possibles pour continuer à travailler ensemble.



Calendrier des principaux événements de réseautage : Certains participants ont suggéré que la communication sur les événements soit faite en temps utile afin que les personnes concernées puissent y participer. La planification en avance est essentielle. L'équipe du Centre pour la Paix les a informés que les principaux événements régionaux ont des dates fixes et largement connues – UA, GMAC, réunion de coordination des médias de l'UA et des RECs, débat ouvert sur la FPS. Il leur a été conseillé d'inscrire ces dates dans le calendrier lors de l'exercice de planification nationale.

De plus, tous les trois mois, une réunion est organisée pour discuter de certains pays à l'UA et à l'ONU ; dans les mois précédents, l'intérêt se porte sur les contributions des OSC. Tous devraient prioriser la semaine de la FPS. Comme le groupe email ne fonctionne pas bien, il a été suggéré de créer un groupe WhatsApp pour faciliter la communication.

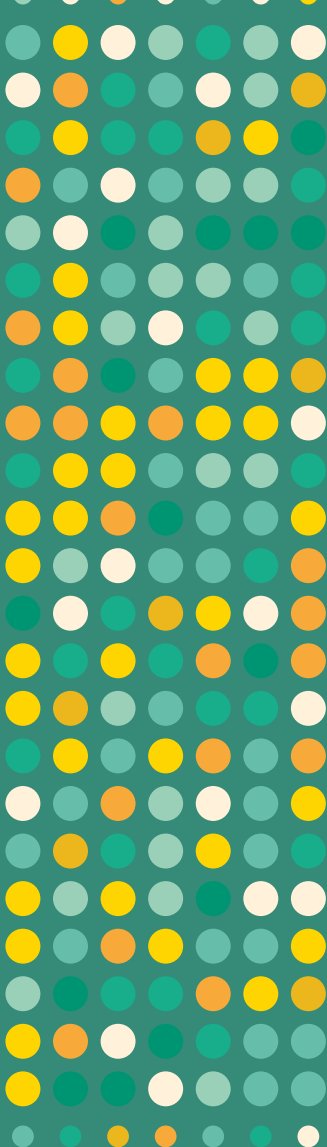
Note de plaidoyer : Il a été recommandé d'identifier les points clés de la réunion d'échange afin de rédiger une note de plaidoyer permettant aux participants d'envoyer des briefs politiques sur différentes thématiques, par exemple l'identification des victimes de violences de masse.

Représentation équilibrée : Bien que les participants aient été heureux de se réunir enfin physiquement après de nombreuses interactions en ligne, il a été suggéré d'améliorer l'équilibre de la représentation des différentes régions. Lors de cette réunion, la région du Sahel était moins représentée et les participants présents étaient des membres du personnel de Cordaid ; il devrait y avoir davantage de représentants d'OSC et d'agences gouvernementales. Mme de Zwaan a conseillé aux équipes d'inclure ces représentants dans les budgets nationaux, car cela détermine le nombre de participants pouvant se déplacer. Elle les a exhortés à prioriser les partenaires pour ces forums ; d'ailleurs, d'autres pays n'ont pas envoyé de coordinateurs Cordaid car les organisateurs ne l'avaient pas demandé. Elle a également noté que les discussions sont différentes lorsque les agences gouvernementales sont présentes, et que leur participation peut être plus pertinente au niveau national ou que le Centre pour la Paix puisse les inviter aux réunions internationales.

Évaluation et suivi pour un plaidoyer régional conjoint : Comme toutes les équipes ont inclus le Centre pour la Paix et Cordaid comme partenaires dans la mise en œuvre de leurs plans d'activités, ces organisations devraient également intégrer dans leur planification les propositions formulées par les équipes nationales.

Plaidoyer continental: Dans le cadre de la planification nationale, il a été suggéré que le Centre pour la Paix facilite l'élaboration d'une stratégie continentale de plaidoyer.

La partie réunion de l'échange d'apprentissage et de réseautage sur les femmes, la paix et la sécurité s'est terminée à ce stade, les délégués poursuivant ensuite des échanges plus informels et des activités de bien-être lors du quatrième jour du programme. Le Centre pour la Paix a organisé pour eux une excursion à Jinja, dans le district ougandais connu pour ses nombreuses attractions naturelles, y compris la source du Nil.



**Women's
International
Peace Centre**

Amplifying Women's Voice and Power

© Women's International Peace Centre, 2024
All Rights Reserved

Please address all correspondence to:
The Executive Director

Women's International Peace Centre
Plot 1467, Church Road, Bulindo, Wakiso
P. O. BOX 4924, Kampala, Uganda

Tel: +256-414-698684

Email: program@wipc.org

Web: www.wipc.org

